

UNE RENCONTRE SUR LE THÈME EST PRÉVUE, DEMAIN

LE DÉVELOPPEMENT DE LA MICROÉLECTRONIQUE : UN PLAN STRATÉGIQUE ATTENDU

LA MÉDIATION
DE LA RÉPUBLIQUE

KARIM
YOUNES
EXPLIQUE
LE RÔLE DE
L'INSTITUTION

de l'administration Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Lundi 25 Janvier 2021/ N° 1033

Prix : 20 DA

RESSOURCES EN EAU
DANS LES ZONES
D'OMBRES

LE PLAN
D'URGENCE
D'AREZKI
BERRAKI POUR
ILLIZI



Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

L'Algérie

élue membre
du Conseil pour deux ans

PRODUCTION ET CONSOMMATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

FERROUKHI

PLAIDE POUR LA RÉGULATION

page 03

L'UN DES SIX PRINCIPAUX ORGANES
DE L'INSTITUTION FÊTE SES 75 ANS

LE CONSEIL
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DE L'ONU EN DIFFICULTÉ

JET DE PIERRES ET ACTES
MALVEILLANTS

LA SNTF MOBILISE
DES BRIGADES

RÉUNION
SAMEDI
PROCHAIN AU
MINISTÈRE DE
LA JUSTICE

OUVERTURE
DU CONCOURS
D'ACCÈS AU
CAPA POUR
LES AVOCATS

RESSOURCES EN EAU DANS LES ZONES D'OMBRES

Le plan d'urgence d'Arezki Berraki pour Illizi

Le ministre a donné des instructions pour dépêcher une commission constituée de cadres centraux vers la wilaya d'Illizi dans le souci de s'enquérir de la situation du secteur.

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a reçu, samedi soir à Alger en coordination avec le Médiateur de la République, Karim Younes, des représentants de la société civile des zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, afin d'écouter les préoccupations des habitants portant essentiellement sur les opérations de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable (AEP). Selon un communiqué du ministère, lors de cette rencontre consacrée à l'écoute des préoccupations soulevées et l'examen des meilleurs moyens pour la prise en charge urgente des zones enclavées et frontalières, M. Berraki a relevé « l'intérêt suprême accordé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au dossier du développement des zones d'ombre à travers l'ensemble du territoire national, notamment les régions du Sud », soulignant l'importance des solutions optimales pour le désenclavement et le développement de ces zones. Le ministre a également donné des instructions pour dépêcher une

commission constituée de cadres centraux relevant du secteur des Ressources en eau vers la wilaya d'Illizi dans le souci de s'enquérir de la situation du secteur et de mettre en place un programme urgent, outre la prise en charge des revendications des habitants à travers le recensement des anciens puits et ceux à l'arrêt pour leur remise en exploitation. Il s'agit également de la réalisation de puits supplémentaires pour créer un excédent de production et de la dotation de certaines régions de nouvelles pompes. Il faut rappeler que le ministre des Ressources en eau a donné des instructions, le 11 janvier dernier lors de sa réunion avec les directeurs du secteur, pour l'approvisionnement des habitants des zones d'ombre à l'échelle nationale en eau potable avant la fin mars 2021. Ainsi, et dans le cadre des instructions urgentes données aux directeurs de wilaya, M. Berraki a souligné « l'impératif d'accélérer le rythme de réalisation des différents projets accusant un retard au niveau local, et de respecter les délais

impartis, préconisant de doter les régions, dont les projets ont été achevés, de citernes fixes pour atténuer la souffrance des citoyens ». M. Berraki a appelé, en outre, à une plus grande ouverture sur les chaînes d'information et de communication pour une diffusion optimale des informations et des nouveautés, et partant une meilleure prise en charge des doléances des citoyens, notamment en ce qui concerne les projets en cours de réalisation, et ce dans le but d'éclairer l'opinion publique. Le ministre a estimé qu'« il est prioritaire de placer le citoyen au centre de la stratégie et des activités du secteur ». A cet effet, il a rappelé l'enveloppe financière considérable affectée par l'Etat à la prise en charge des zones d'ombre, de par les moyens matériels et humains déployés pour l'aboutissement de ce noble projet, appelant à la poursuite des efforts dans ce sens, et à l'écoute de toutes les préoccupations, en demeurant ouverts à toute proposition afin de surmonter d'éventuels entraves car le dia-

logue et l'échange de vues est le seul moyen de parvenir à des solutions utiles susceptibles de booster les capacités du secteur pour relever les différents défis. La réunion à laquelle ont pris part les cadres centraux du secteur et les directeurs des Ressources en eau de wilaya, s'inscrit « dans le cadre de l'application des engagements du président de la République et ses récentes orientations, notamment celles inhérentes à la prise en charge des zones d'ombre à travers les différentes wilayas ». Lors de cette rencontre, le ministre a suivi plusieurs exposés sur la situation des programmes tracés visant la promotion des zones d'ombre ainsi que l'identification des obstacles entravant la réalisation de certains projets dans ces régions. Le bilan sectoriel fait état de la réception de 2 326 projets, dont 1 340 destinés à l'alimentation en eau potable des zones d'ombre. Pour rappel, le gouvernement avait proposé en 2020 un programme important pour le financement de plusieurs projets d'une

enveloppe de plus de 64 milliards de dinars allouée au secteur. Selon M. Berraki, les difficultés enregistrées l'an dernier en raison de la pandémie de covid-19 ainsi que son impact négatif sur la l'aspect socio-économique et institutionnel outre le stress hydrique et l'incidence financière ont renforcé davantage le secteur en matière de gestion de ses opérations. « Le secteur a réalisé un saut qualitatif, en témoigne le bilan positif de 2020 en dépit des crises qu'il a traversées en sus de la réception de plusieurs projets devant contribuer à l'amélioration du service public des eaux notamment l'alimentation en eau potable et l'assainissement, outre la relance de la majorité des projets en arrêt qui devront redynamiser le développement au niveau local », a-t-il soutenu, affirmant que « l'évaluation continue et la résolution des problèmes constituent deux conditions essentielles pour la concrétisation des objectifs supérieurs inscrits dans le cadre de la stratégie d'eau 2030 ».

Nadine Oumakhlouf

OUVERTURE DU CONCOURS D'ACCES AU CAPA POUR LES AVOCATS

Réunion samedi prochain au ministère de la Justice



Le ministère de la Justice a annoncé, samedi soir, la tenue d'une réunion de coordination, samedi prochain, avec le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA) pour revoir l'arrêté ministériel définissant les modalités d'ouverture du concours d'accès à la formation pour obtenir le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA). « En réponse aux multiples demandes pour l'ouverture d'un concours d'accès à la formation pour obtenir le CAPA, et après avoir examiné les propositions de l'UNOA en date du 18 janvier 2021, le ministère de la Justice annonce la tenue d'une réunion de coordination entre les représentants du ministère de la Justice, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'UNOA », a indiqué un communiqué du ministère de la Justice. Cette réunion se tiendra au siège du ministère de la Justice et portera sur la révision de l'arrêté ministériel du 12 mars 2015, définissant les modalités d'ouverture du concours d'accès à la formation pour l'obtention du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, son organisation et son fonctionnement, ainsi que le nombre d'examens, leur nature, leur durée, leur coefficient et leur programme, la composante de la

commission du concours et la moyenne d'admission », ajoute la même source. Il sera question également d'étudier les modalités d'organisation du concours d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA au titre de l'année 2021-2022, précise la même source. Pour rappel, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, avait indiqué, au mois d'avril 2020 l'Assemblée populaire nationale (APN) que l'ouverture des concours d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA et des sessions de prestation de serment relevait exclusivement des prérogatives de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) et n'était pas du ressort du ministère de la Justice. « La profession d'avocat dans le système juridique et judiciaire algérien est une profession libérale qui gère ses propres affaires et n'entretient aucune relation organique avec le ministère de la Justice qui, dès lors, ne s'immisce pas dans sa gestion », a précisé M. Zeghmati. Il a, dans ce contexte, rappelé que 2 060 candidats avaient été admis au dernier concours d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA en 2015, soulignant que l'UNOA n'avait pas depuis jugé nécessaire d'ouvrir un autre concours.

Nadine Oumakhlouf

L'UN DES SIX PRINCIPAUX ORGANES DE L'INSTITUTION FÊTE SES 75 ANS

Le Conseil économique et social de l'ONU en difficulté

L'un des six principaux organes de l'ONU, le Conseil économique et social des Nations Unies, en difficulté financière, a célébré ses 75 années de travail en faveur du développement. Le Conseil économique et social a été établi par la Charte des Nations Unies qui entre en vigueur le 24 octobre 1945. Il a tenu sa première réunion le 23 janvier 1946 à Londres, au Royaume-Uni. Ce conseil a pour mandat de promouvoir la coopération internationale sur les questions économiques, sociales et culturelles. Cet organe de l'ONU est plus précisément chargé de promouvoir des niveaux de vie plus élevés, le plein emploi et les conditions pour le progrès et le développement économiques et sociaux. Il vise également à trouver des solutions aux problèmes économiques, sociaux, sanitaires et connexes internationaux, et de favoriser la coopération culturelle et éducative internationales. Le conseil veille également au respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. « Depuis l'adoption de la Charte, tout le système de coopération internationale sur les questions économiques, sociales, sanitaires, humanitaires et de développement a été créées sous l'égide du Conseil économique et social », a déclaré son président, Mounir Akram, dans un message publié à l'occasion du 75ème anniversaire de l'organe onusien. Aujourd'hui, 20 organisations internationales, commissions régionales et entités autonomes font rapport chaque année au Conseil économique et social. Au fil des ans, le conseil a été l'organe central de discussion sur les politiques économiques, sociales et de développement. « L'objectif de 0,7% d'aide publique au développement, le concept de droits de tirage spéciaux liés au développement, le traitement spécial et préférentiel des pays en développement dans le commerce international, tous cela a évolué dans le cadre des discussions politiques du conseil », a rappelé M. Akram, qui est également ambassadeur du Pakistan à l'ONU et été élu le 23 juillet 2020 à la présidence de l'organe. Le conseil a également joué un rôle déterminant dans l'adoption des stratégies de développement international, des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs (ODD). Alors que le monde est aujourd'hui confronté à la plus grave crise sanitaire et économique mondiale depuis la création des Nations Unies, les ressources financières nécessaires au redressement des pays en développement restent à mobiliser. « La pauvreté a augmenté, tout comme la faim », a déploré M. Akram. « La réalisation des ODD est remise en question. La menace du changement climatique semble imminente. Et rien ne garantit que le vaccin pour arrêter la pandémie de Covid-19 sera équitablement accessible aux pays les plus pauvres », a-t-il dit, tout en rappelant que ce conseil « a le mandat et la responsabilité » de relever ces défis. Des défis sur lesquels le conseil planchera dans les mois à venir, notamment lors du Forum sur le financement du développement en avril, et lors du Forum de coopération pour le développement et du Forum politique de haut niveau en juillet. Trois événements qui selon M. Akram sont l'occasion pour le monde de « travailler ensemble » pour remplir le mandat et le potentiel du Conseil économique et social.

Nadine Oumakhlouf

Une rencontre sur le thème est prévue, demain

Le développement de la microélectronique : un plan stratégique attendu

Développement technologique de la microélectronique sera le thème d'une rencontre nationale qui débattrà des voies et moyens à même de peaufiner le plan stratégique, pouvant aboutir à assurer l'essor de cette technologie. Dans ce sillage, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, par le biais de la Direction générale de la recherche scientifique et du Développement technologique (DGRSDT), organise demain mardi à Alger, une rencontre-débat sur la "consolidation" du Plan stratégique national pour le Développement de la microélectronique, a indiqué, hier, un communiqué de la DGRSDT. Cette rencontre sera centrée essentiellement sur trois volets portant sur "l'enseignement, la

formation supérieure ainsi que la recherche et l'innovation" et verra la participation de plusieurs membres du gouvernement ainsi que des représentants de départements ministériels, précise le communiqué. A cette occasion, le ministre du secteur, Abdelbaki Benziane, prononcera un discours d'ouverture dans lequel il rappellera "le rôle moteur de la microélectronique dans l'innovation technologique et industrielle dans la mesure où il détermine la compétitivité des entreprises dans tous les secteurs d'activités", de même que par son "caractère central et vital dans l'économie mondiale, et particulièrement dans l'économie numérique sous toutes ses formes", ajoute la même source. Le Plan stratégique a été élaboré dans le sillage du "Livre

blanc" sur la recherche et l'innovation en microélectronique, présenté et examiné lors du Workshop organisé à Sidi Bel Abbès les 25 et 26 janvier 2020 et auquel ont pris part des experts exerçant en Algérie et d'autres établis à l'étranger". Le workshop s'était notamment penché sur la formulation de recommandations articulées autour de quatre principaux champs d'action, à savoir "les programmes d'enseignement et de formation en microélectronique, les axes et thèmes de recherche porteurs sur la conception de puces électroniques, les infrastructures et plateformes de conception et de test, et enfin, le transfert de technologie ainsi que la création de Spin-offs et de Start-ups en Algérie". "C'est à la lumière de ce contexte

national et international que s'inscrit l'initiative de la rencontre de mardi, avec comme ambition de positionner notre pays en tant qu'acteur dans le domaine de la microélectronique qui pourrait constituer une des alternatives stratégiques de développement économique hors hydrocarbures et ce, dans le cadre d'une vision stratégique globale", souligne le communiqué. Il s'agit donc pour les organisateurs de ce rendez-vous de la mise en place d'une "stratégie assortie d'un plan d'action concret et plus opérationnel, afin de promouvoir l'émergence d'un potentiel d'innovation local dans certains segments, à la pointe des connaissances et à forte valeur ajoutée". Cette stratégie se veut être, également, "une réponse aux attentes de la

société et s'inscrit en droite ligne des récentes orientations politiques et stratégiques des nouvelles autorités politiques du pays". L'organisation de cette rencontre revêt, à cet effet, "une importance particulière pour le développement économique et social, compte tenu du fait que le secteur en question exerce une influence considérable sur l'ensemble des secteurs de l'économie. Elle est d'autant plus importante que la microélectronique a déjà fait l'objet de positions officielles au niveau international et gouvernemental pour l'adoption de mesures concrètes en faveur de ce secteur, aux frontières des disciplines scientifiques et technologiques traditionnelles", souligne la même source.

L.M

La médiation de la République

Karim Younes explicite le rôle de l'institution

Le rôle et les prérogatives du médiateur de la République sont un acquis citoyen. C'est du moins ce qu'a expliqué, hier, Karim Younés, médiateur de la République lors d'une rencontre tenue à Alger. M. Younés a indiqué que l'instance du médiateur instituée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est chargée de lutter contre la bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen, particulièrement dans les zones d'ombre. Lors d'une rencontre avec une délégation composée de notables et du vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Ilizi où les principales préoccupations des citoyens de la région ont été exposées, M. Karim Younes a précisé que l'instance du médiateur de la République, instituée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en vertu du décret présidentiel 20-45 du 15 février 2020, avait pour mission de "lutter contre toutes formes de bureaucratie et de réparer l'injustice faite au citoyen à travers toutes les régions, particulièrement dans les zones d'ombre pour assurer une répartition équitable des richesses et améliorer le cadre de vie du citoyen". L'Etat, a-t-il souligné, déploie des efforts considérables pour prendre en charge toutes les préoccupations des citoyens de manière à améliorer le cadre de vie, considérant que l'instance du médiateur de la République est "l'un des mécanismes d'action sur le terrain qui consacre l'édification de l'Algérie nouvelle, en participant aux efforts à même d'améliorer le service public et de réparer l'injustice faite au citoyen". Le rétablissement de la confiance du citoyen en les institutions de l'Etat et l'amélioration des conditions de vie exigent de "lutter et d'éliminer les phénomènes de la bureaucratie et de la corruption", a souligné le res-

ponsable, appelant à établir un front interne fort pour lutter contre tous les fléaux de manière à assurer la stabilité de la société et à conforter le tissu social. Dans ce cadre, M. Younes a appelé les responsables exécutifs à "interagir avec les différentes préoccupations qu'ils reçoivent de la part des délégués locaux du Médiateur de la République au niveau de toutes les wilayas du pays pour prendre en charge les préoccupations du simple citoyen et contribuer ainsi à la construction d'une Algérie nouvelle où règne la justice sociale". Le même responsable a souligné que "la Médiation de la République joue un rôle important dans la lutte contre de tels fléaux sociaux qui se sont intensifiés dans l'Administration et dans certaines institutions de l'Etat", ce qui, a-t-il dit, a conduit à "une incapacité à prendre en charge les préoccupations des citoyens", soulignant l'importance de la coordination avec "d'autres secteurs et parties pour lutter contre de tels phénomènes". Le Médiateur de la République a fait savoir que la délégation de la wilaya d'Ilizi était reçue par le Médiateur de la République qui a écouté toutes ses préoccupations. Elle a été ensuite reçue par de nombreux ministres de divers secteurs ainsi que par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Les préoccupations de cette délégation ont été prises en charge "en urgence". De son côté, le représentant de la délégation des notables d'Ilizi, le P/APW par intérim, Ahmed Khyar a salué le rôle de la Médiation de la République, précisant que la délégation a été reçue par 7 ministres en deux jours, estimant que cela représente "l'un fruits de l'Algérie nouvelle". Au cours de ces rencontres, les entraves bureaucratiques et les problèmes quotidiens des citoyens d'Ilizi ont été passés en revue, a-t-il ajouté.

Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

L'Algérie élue membre du Conseil pour deux ans

La position algérienne dans la promotion des énergies renouvelables se précise et se confirme. En effet, l'Algérie vient d'être élue membre du Conseil de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), pour un mandat de deux (02) années. Dans un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, il est précisé que cette élection au Conseil de l'IRENA a eu lieu lors des travaux de la 11e session virtuelle de l'Assemblée générale de l'Agence tenus du 18 au 21 janvier 2021, a précisé la même source. L'Algérie a été élue pour siéger au Conseil de l'Agence pour la période 2021-2022, en tant que représentant du Groupe Afrique, sous-groupe Afrique du Nord, selon la même source, ajoutant que le Conseil, composé de 21 membres, est chargé de faciliter la coopération entre les membres, superviser le programme de travail et budget de l'Agence, ainsi que son adoption par l'Assemblée générale, qui comprend 163 membres et 21 Etats en cours d'accession. S'agissant des travaux de la 11e session virtuelle de l'Assemblée générale de l'Agence, qui se sont conclus le 21 janvier en cours, le communiqué a indiqué que l'Algérie y a pris part avec une délégation composée des représentants des minis-

tères des Affaires étrangères, celui de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, ainsi que celui de l'Energie. Elle était conduite par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Professeur, Chems Eddine Chitour. Lors de cette Assemblée, M. Chitour, cité par le communiqué, a souligné "l'urgence de la reprise durable post covid-19 et le rôle incontestable des énergies renouvelables pour parvenir à une croissance verte qui impose de multiplier les efforts pour faire avancer l'Agenda mondial 2030 de développement durable et ce par un renforcement de la coopération internationale à travers une mutualisation des ressources de chacun". Il a également mis l'accent sur "la politique volontariste de l'Algérie en faveur d'une transition énergétique graduelle juste et équitable basée sur un nouveau modèle énergétique et le développement des énergies renouvelables couplé à l'efficacité énergétique et les efforts déployés pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de développement durable et lutte contre les changements climatiques". Le ministre a aussi insisté sur "la nécessité et l'urgence de la mobilisation des investissements et assistance financière dans le domaine des énergies renouvelables notamment vers les pays en développement".

Production et consommation des ressources halieutiques

Ferroukhi plaide pour la régulation

La flambée des prix du poisson sur le marché national a vite fait de remettre sur la table la problématique de la gestion de la ressource halieutique. De ce fait, il est inscrit dans l'agenda des pouvoirs publics d'y remédier avec comme première action « la nécessaire régulation » du marché dont le but principal est la garantie des intérêts à la fois du producteur comme ceux du consommateur. C'est ce qu'a défendu, hier, Sid-Ahmed Ferroukhi, ministre de la Pêche et des productions halieutiques. En effet, le ministre a mis en avant la nécessité de réguler et de contrôler les marchés nationaux de la pêche pour garantir les intérêts de tous les intervenants de la production à la consommation. Lors des travaux du premier Conseil national de la Chambre algérienne de pêche et d'aquaculture (CAPA), M. Ferroukhi a évoqué la problématique de la régulation des marchés de la pêche et de la commercialisation des productions halieutiques en Algérie, assurant que le ministère comptait traiter ce dossier en coordination avec d'autres secteurs et les différentes parties prenantes (professionnels, administrations et associations professionnelles). Le ministre a insisté, dans ce cadre, sur "la nécessité de réguler la commercialisation des productions halieutiques à travers l'établissement d'un diagnostic minutieux du marché qui permettrait de proposer des solutions d'urgence pour remédier aux dysfonctionnements constatés". Selon lui, "un climat économique favorable, que ce soit pour la pêche ou les productions aquacoles" est de nature à assurer la "sécurité économique" de la filière avec l'ensemble de ses intervenants (producteurs, investisseurs et consommateurs). Il s'agit d'introduire des normes sur le marché pour combler toutes les lacunes qui entravent l'essor escompté, a-t-il expliqué. "Notre mission est d'accompagner le processus de développement et de renforcement de la production, sans perdre de vue les lacunes actuelles et leur impact sur le producteur et le consommateur", a-t-il ajouté. Quant à la demande relative à la pêche à l'espadon formulée par les professionnels, il a fait état d'un accompagnement de ces derniers, en coordination avec les organismes nationaux et internationaux. Le ministre s'est en outre engagé à accorder des licences aux professionnels de la pêche artisanale pour la capture du thon rouge mort au profit du marché national. En marge des travaux du Conseil national de la CAPA, il a été procédé au lancement de la première promotion de formation des marins sans instruction, à partir de la semaine prochaine. Cette formation intervient en réponse aux demandes de plusieurs professionnels et jeunes chômeurs parmi les enfants des marins désirant acquérir du savoir-faire dans le domaine des activités de pêche. A ce titre, M. Ferroukhi a indiqué que la formation qui sera lancée, début février prochain, sera sanctionnée par un diplôme de marin qualifié qui permettra à son titulaire de travailler à bord d'un bateau de pêche de 24 mètres de long. Le diplôme lui permettra également d'exercer son activité légalement, ce qui lui ouvrira droit ainsi qu'à sa famille, aux prestations de la sécurité sociale et de la pension de retraite. Le ministre s'est félicité, en outre, la circulaire signée par le ministère avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), et de la possibilité pour les gens de mer de bénéficier des allocations familiales. Le ministre a également appelé les présidents et directeurs des CAPA à prendre les mesures indispensables à l'élaboration des listes des pêcheurs activant dans le domaine, en vue de leur permettre d'obtenir les brevets et certificats d'aptitude pour la conduite des navires de pêche et de leur machines. Par ailleurs, le ministre a évoqué les conditions de sécurité de la navigation maritime et la réduction des accidents et des risques. Abordant le dossier des appareils sensibles, à savoir ceux des télécommunications, le ministre a fait état de la mise sur pied d'un groupe de travail de concert avec le ministère de la Poste et des Télécommunications, à l'effet de mettre en place des facilitations au profit des professionnels qui se verront octroyés des autorisations d'acquisition de ces appareils.

SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS PÉTROLIÈRES

L'ARH appelée à la stricte application des lois en vigueur

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a appelé dimanche les cadres et les fonctionnaires de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) à la nécessité "d'appliquer strictement" les lois relatives au contrôle de la sécurité des installations pétrolières et de respecter les conditions et les normes re-

quises dans les activités liées au secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère. Ces instructions sont intervenues lors d'une visite d'inspection effectuée par M. Attar au siège de l'ARH, où il s'est enquis des différentes directions et des services, engageant des discussions approfondies avec les cadres et les

fonctionnaires de l'Autorité sur leurs tâches et la grande responsabilité qui leur incombe, a précisé le communiqué rendu public par le ministère sur sa page Facebook. Le ministre a également écouté les explications du président de l'ARH, Rachid Nadil, lesquelles se sont articulées autour du contrôle de l'ensemble du sec-

teur de l'Energie et de la conformité de toutes les phases de projets et des activités pétrolières aux lois et aux protocoles en vigueur, en l'occurrence la sécurité des installations, le transport du carburant par canalisations et d'autres tâches assignées à cette autorité. A ce titre, M. Attar a encouragé les cadres de l'instance à aller de

l'avant vers l'application stricte des lois qui régissent et réglementent les opérations de contrôle de la sécurité des installations pétrolières et le respect des conditions et des normes requises dans les activités liées au secteur des hydrocarbures, a conclu la même source.

LEILA.Z

GHARDAÏA

Près de 30.000 hectares de terres agricoles attribuées l'année dernière

Une superficie de 29.627 hectares a été attribuée dans le cadre de la concession et de la mise en valeur agricole à 938 investisseurs durant l'année 2020 dans la wilaya de Ghardaïa, a appris l'APS dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Au moins 14.840 hectares de terres ont été attribuées dans le cadre de la concession à 77 investisseurs et 14.787 ha dans le cadre de la mise en valeur à 861 bénéficiaires, a détaillé l'ingénieur en chef chargé des statistiques, Khaled Djebrit. La plupart de ces terres destinées à l'investissement agricole sont circonscrites dans les régions à fortes potentialités hydriques situées au sud de la wilaya le long de la RN-1, notamment les communes de Mansoura, Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-



Menea. Pas moins de 394.651 hectares de terres ont été mobilisées et remises à des investisseurs depuis l'année 2000 dans la wilaya pour l'investissement agricole, a fait savoir le même responsable en précisant que 100.622 ha attribués et restés inexploités ont été récupérés après une vérification sur le terrain, depuis le lancement en 2016 de l'opération d'assainissement du foncier agricole. Facteur important de l'attractivité de l'investissement créateur de richesse et d'emplois, le

foncier est devenu un pilier essentiel pour la promotion agricole et un levier pour le développement de l'économie locale, a-t-on souligné à la DSA. Des efforts considérables ont été déployés par les pouvoirs publics pour assurer une offre en foncier agricole qui réponde aux besoins de développement du secteur et la promotion de l'investissement, en créant les conditions propices permettant aux investisseurs et autres agriculteurs de contribuer à relever les défis de l'autosuffisance alimentaire et de la réalisation de la sécurité alimentaire, a soutenu M. Djebrit. La wilaya de Ghardaïa compte actuellement une superficie agricole utile (SAU) de 72.491 ha, en hausse de 8.000 ha par rapport à l'année 2019, selon les statistiques de la DSA à fin décembre 2020.

caravanes médicales pour prendre en charge les élèves des zones d'ombre

Des caravanes médicales assurant la prise en charge d'élèves des zones d'ombre et des zones enclavées sont organisées depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Tébesa par la direction de la santé et de la population, a indiqué dimanche, son responsable, Saïd Belaïd. Visant à offrir des prestations sanitaires aux élèves notamment du palier primaire dans les localités enregistrant un déficit en couverture sanitaire, ces caravanes qui sont encadrées par des médecins généralistes et spécialistes notamment en ophtalmologie des deux secteurs publics et privés se sont rendus vers plusieurs

communes dont celles d'El Meridj, Ain Zerga, Oum Ali, El Ouenza et Safsaf El Ouesra, a-t-il précisé à l'APS.

Suite aux consultations effectuées dans ces caravanes, il a été programmé d'effectuer à la fin de la semaine en cours 46 opérations au profit d'enfants de ces régions atteints d'anomalies testiculaires au niveau de l'établissement public hospitalier d'El Aouinet tandis que 5 autres interventions compliquées seront effectuées en dehors de la wilaya, a-t-on affirmé. D'autres caravanes ciblant toutes les catégories de la population sont également organisées par la direction de

la santé qui, selon le même responsable, prévoit de diriger lundi (25 janvier) vers la daïra de Bir El Ater une caravane encadrée par des médecins spécialistes en chirurgie, ophtalmologie, psychiatrie, médecine interne, orthopédie, gynécologie et néphrologie. Concernant les préparatifs pour la prochaine campagne de vaccination contre le Covid-19, la même source a assuré que plus de 60 centres seront affectés à l'opération parallèlement à la mise en place des moyens nécessaires et à la mobilisation des staffs médicaux et administratifs d'encadrement.

M.L

Le Conseil économique et social de l'ONU fête ses 75 ans

L'un des six principaux organes de l'ONU, le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies a célébré, samedi, ses 75 années de travail en faveur du développement. Ce Conseil a été établi par la Charte des Nations Unies qui entra en vigueur le 24 octobre 1945 et a tenu sa première réunion le 23 janvier 1946 à Londres. L'ECOSOC a pour mandat de promouvoir la coopération internationale sur les questions économiques, sociales et culturelles. Il est plus précisément chargé de promouvoir des niveaux de vie plus élevés, le plein emploi et les conditions pour le progrès et le développement économiques et sociaux. Cet organe veille également au respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. "Depuis l'adoption de la Charte, tout le système de coopération internationale sur les questions économiques, sociales,

sanitaires, humanitaires et de développement a été créées sous l'égide du Conseil économique et social", a déclaré le président de l'ECOSOC, Munir Akram, dans un message publié à l'occasion du 75e anniversaire de l'organe onusien. Aujourd'hui, 20 organisations internationales, commissions régionales et entités autonomes font rapport chaque année au Conseil économique et social. Au fil des ans, l'ECOSOC a été l'organe central de discussion sur les politiques économiques, sociales et de développement. "Quelques-uns des principaux concepts de développement - l'objectif de 0,7% d'aide publique au développement, le concept de droits de tirage spéciaux liés au développement, le traitement spécial et préférentiel des pays en développement dans le commerce international, tout cela a évolué dans le cadre des discussions politiques de l'ECOSOC", a rappelé M. Akram, qui est également ambassadeur du Pakistan à l'ONU et

qui a été élu le 23 juillet 2020 à la présidence de l'organe. L'ECOSOC a joué un rôle déterminant dans l'adoption des stratégies de développement international, des objectifs du Millénaire pour le développement et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs (ODD). Alors que le monde est aujourd'hui confronté à la plus grave crise sanitaire et économique mondiale depuis la création des Nations Unies et de l'ECOSOC, les ressources financières nécessaires au redressement des pays en développement restent à mobiliser. "La pauvreté a augmenté, tout comme la faim", a déploré M. Akram, notant que "la réalisation des ODD est remise en question. La menace du changement climatique semble imminente. Et rien ne garantit que le vaccin pour arrêter la pandémie de Covid-19 sera équitablement accessible aux pays les plus pauvres".

AMINE.R

MICRO-ENTREPRISES

Les Services représentent près de 30% des projets ANSEJ

Près de 30% des entreprises créées dans le cadre du dispositif ANSEJ, désormais dénommée l'ANADE (Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat), opèrent dans les Services, révèle une étude réalisée par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises. Selon ce document, dont l'APS a obtenu une copie, 28% des 386.280 projets financés par cet organisme depuis le lancement du dispositif, en 1997, et jusqu'au 31 mars 2020, sont des entreprises de services.

Le secteur de l'agriculture et du transport de marchandises viennent à la seconde place des domaines les plus sollicités par les créateurs d'entreprises via ce dispositif, avec un taux de 15%, chacun, suivis par les artisans qui représentent 11% des entrepreneurs. Le secteur du BTP arrive en 4e position avec 9%, talonné par l'industrie qui totalise 7%, alors que le transport des voyageurs s'est adjugé 5% des projets ANADE. Trois domaines, en l'occurrence la maintenance, le transport réfrigéré et les activités libérales, ont intéressé 3% (pour chacun d'eux) des investisseurs, assez loin devant la pêche avec 0,3% ou encore l'irrigation avec 0,1%. L'étude de la tutelle s'est penchée, notamment, sur la répartition géographique des projets accompagnés par l'ex-Ansej et qui montre que 68% de l'ensemble des projets ayant bénéficié du financement de cette agence sont localisés au nord de l'Algérie, ce qui représente 261.826 entreprises. Les entrepreneurs de la région des Hauts palataux sont au nombre de 86.618, soit 22% des entreprises créées grâce au dispositif ANADE, alors que les agences du sud du pays ont financé 37.836 projets équivalents à 10% de la totalité du programme réalisé par l'agence. Autre chiffre concernant, cette fois-ci, le mode de financement et qui indique que 96% des entrepreneurs ont opté pour un financement triangulaire (apport personnel-banques-ANADE) avec, au final, 371.528 entreprises lancées. Pour les 4% restantes, il s'agissait de financements mixtes (apport personnel-ANADE) dont ont bénéficié 14.752 projets. Un troisième mode de financement a été créé en octobre 2018, à savoir l'auto financement et qui a permis à 101 entreprises d'entrer en activité. Pour ce qui est du seuil d'investissement des entreprises ANADE jusqu'au 30 juin 2020, le document du ministère détaille que 26%, soit le taux le plus élevé, des entreprises ont reçu un financement entre 1 et 2 millions DA, alors que 24% des entrepreneurs ont demandé une aide virant entre 2 et 3 millions DA. Enfin, 13% des porteurs de projets ont obtenus entre 3 et 4 millions DA de financement de la part de l'ANADE. Loin derrière, avec 0,1% des entreprises, on retrouve les projets avec lesquels l'agence s'est investie à hauteur de 10 millions DA, alors que 4% d'entre elles ont reçu une enveloppe financière entre 9 et 10 millions DA et 2% ont demandées un apport entre 8 et 9 millions DA. Concernant les entreprises en difficulté, 77.520 dossiers ont été déposés au niveau du Fonds de garantie des risques de crédits pour rembourser les banques, d'un montant global de près de 116,5 milliards de DA. Le Fonds a régularisé 22.576 dossiers en remboursant près de 27,5 mds de DA, alors que 49.713 dossiers sont à l'étude représentant un montant de près de 82,5 mds de DA. Le document du ministère fait état du rejet de 3017 dossiers par ce Fonds, d'une enveloppe totale de 3,8 mds de DA. En outre, 2.214 entrepreneurs ont assuré le remboursement de leurs créances, avec un montant global de près de 2,8 mds de DA.

REALISE PAR LE CONSORTIUM ALSTOM ET COSIDER TRAVAUX PUBLICS

Premier essai dynamique du tramway de Constantine

Le Consortium Alstom et son partenaire Cosider Travaux Publics ont procédé, hier, avec succès au premier essai dynamique sur la 2ème phase de l'extension de la ligne du Tramway de Constantine. Cette extension, de 3,4 km, reliera l'entrée de la nouvelle ville Ali Mendjeli au terminus de la station de l'université 2 de Constantine Abdelhamid Mehri. Au cours de cette phase de tests, le tramway d'Alstom a circulé sur environ 1,8km, de la station de l'université Abdelhamid Mehri à l'entrée de la trémie 6, à une vitesse de 5km/h. Cet essai dynamique qui représente la dernière étape avant la mise en ser-

vice commerciale de l'intégralité de la ligne, a eu lieu en présence du wali délégué de la ville de Ali Mendjeli, du directeur des Transports de la wilaya, la direction générale de l'EMA, les représentants d'Alstom Algérie, ainsi que les représentants de Cosider Travaux Publics. L'Entreprise du Métro d'Alger (EMA) avait attribué en juillet 2015 au consortium constitué des entreprises Alstom (Chef de File) et Cosider Travaux Publics, la réalisation clé en main de l'extension de la ligne de tramway de l'agglomération de Constantine, d'une longueur totale de 10,3 kilomètres. La première phase de cette

extension, d'une longueur de 6,9 km, est déjà en exploitation depuis 2019. Elle relie la gare de Zouaghi à l'entrée de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli. La seconde phase de 3,4 km desservira la station de Kadri Brahim au terminus de l'université Constantine 2 Abdelhamid Mehri. Elle est composée de 6 stations voyageurs équipées de 8 guichets commerciaux, ainsi que de 3 sous-stations électriques, 2 trémies tramways et 1 viaduc. « Le tramway de Constantine est un projet d'envergure pour Alstom Algérie. Nous sommes fiers de diriger le groupement d'entreprises, qui met en œuvre tout son savoir-faire, pour

satisfaire l'ambition et les objectifs de notre client EMA. Nous restons entièrement mobilisés et à l'écoute du besoin des passagers de Constantine, en leur offrant des solutions de mobilité durables » a déclaré Amar Chouaki, directeur général d'Alstom Algérie. Dans le cadre de ce projet, Alstom, en tant que leader du consortium, réalise les systèmes de télécommunication, de signalisation, d'énergie de traction, de billettique et de voie ferrée incluant la caténaire. Présent en Algérie depuis plus de 30 ans, avec ses 250 employés, Alstom a toujours soutenu le développement de l'infrastructure et de l'industrie ferroviaire locale, et

plus particulièrement le marché du tramway (plusieurs tramways sont déjà en service à Alger, Oran, Constantine, Ouargla, Sétif, Sidi Belabbes). De plus, Alstom a toujours vu comme une priorité stratégique le développement de ses activités industrielles et d'ingénierie dans le pays, et notamment le transfert de technologies ainsi que le développement des compétences locales. Grâce à sa JV Cital, Alstom répond aux besoins de mobilité croissants, et notamment au besoin de systèmes de tramway, du pays et pour continuer à soutenir le développement des villes algériennes.

Nadine Oumakhlof

Internet fixe

M. Boumzar instruit ses services à accélérer la modernisation des infrastructures

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a instruit dimanche les responsables locaux du secteur au niveau de 48 wilayas du pays à accélérer la cadence des projets en cours de modernisation du réseau internet fixe.

"Il est important d'accélérer cette cadence afin de répondre au mieux aux demandes légitimes des citoyens d'améliorer la connexion internet afin de la rendre plus stable et avoir des débits plus importants", a indiqué M. Boumzar qui présidait une réunion d'évaluation et d'orientation des directeurs des postes et télécommunications et les responsables opérationnels d'Algérie

rie Télécom des 48 wilayas tenue en visioconférence. Cette réunion a été consacrée à l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation périodique de la mise en œuvre du plan d'action sectoriel pour l'année 2021 dans le domaine du téléphone et de l'internet fixe, aux niveaux local et central", a-t-il ajouté.

Elle a aussi pour objectif d'évaluer ce qui a été accompli au cours de l'année 2020, dans le domaine de l'internet fixe, à la suite de la réunion qui s'était tenue précédemment pour évaluer ce qui a été réalisé dans le domaine du mobile.

Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de suivre la mise en œuvre de la convention-cadre entre le secteur

de la Poste et des télécommunications et celui de la micro-entreprise et des start-up en vue d'encourager les idées et les projets des jeunes dans les deux secteurs, notamment les projets de modernisation du réseau des télécommunications à travers les wilayas. Signé en septembre 2020, cet accord a pour objectif de créer un cadre de coopération afin d'inciter les entités et les institutions relevant des deux secteurs à offrir l'aide, l'accompagnement et l'assistance nécessaires aux projets des jeunes. Pour le ministre, la micro-entreprise va permettre au secteur "d'accélérer le rythme de modernisation des infrastructures".

MINE.E

ENIEM de Tizi-Ouzou

Mise en oeuvre imminente d'un plan de relance

La situation de crise à l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, connaîtra un dénouement "dans les prochains jours", a assuré dimanche le wali, Mahmoud Djamaa, à une délégation des travailleurs de l'entreprise, a-t-on appris du directeur local de l'industrie et des mines, Hamitouche Moula. Le wali a informé les représentants des travailleurs, qui ont organisé une marche pour réitérer leurs revendications, de "la mise en œuvre dans les prochains jours, le temps d'accomplir les formalités réglementaires nécessaires et d'arrêter les mécanismes adéquats, d'un plan de relance de l'entreprise qui a été soumis au Gouvernement" à indiqué à l'APS, M. Hamitouche.

Les travailleurs, en arrêt de travail depuis 55 jours, ont marché du siège de l'entreprise à la zone industrielle de Oued-Aissi, à la sortie sud-est de Tizi-Ouzou, en destination du siège de la wilaya, en réitérant leurs principales revendications que sont "le départ de l'actuelle direction" et "l'élaboration d'un plan de relance pour l'entreprise". Le 30 novembre dernier, une note de la direction de l'entreprise annonçait "un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois" (du 01 au 31 décembre), pour cause de "persistance du blocage de la banque pour l'octroi des crédits nécessaires pour le financement des approvisionnements, la rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production".

Les travailleurs avaient rejeté cette décision et organisé plusieurs actions de protestation pour exiger la reprise du travail, tout en demandant le départ de l'actuelle direction, "responsable", selon



eux, de cette situation, ainsi que la mise en place d'un plan de relance pour l'entreprise.

Ils ont été reçus à plusieurs reprises par les autorités locales qui s'étaient engagées à "transmettre leurs préoccupations aux autorités du pays" et une délégation ministérielle a été dépêchée sur les lieux, dès la 1ère semaine, pour s'enquérir de la situation.

Dimanche dernier, c'était au tour du président du groupe Elec-El Djazair de se déplacer au niveau du complexe pour rencontrer les travailleurs qu'il avait invité à reprendre le travail en s'engageant à prendre en charge leurs revendications.

Un plan de relance élaboré, depuis, en collaboration avec le groupe Elec-El Djazair et le ministère de l'industrie prévoyant, entre autres, une éventuelle sous-traitance mutuelle avec d'autres groupes du secteur, a été, également,

soumis au Gouvernement.

Pour Mouloud Ould Elhadj, un des représentants syndicaux, les travailleurs refusent de reprendre l'activité car, "en plus de n'avoir rien à faire du fait de la persistance des conditions de blocage, ils savent ce qui les attend". La direction de l'entreprise, souligne-t-il, "est en droit d'aller vers un plan social de licenciement pour raisons économiques en cas de reprise".

Une disposition réglementaire, prévue dans la convention collective de l'entreprise, "permet à l'employeur d'y recourir pour des raisons économiques après deux arrêts techniques d'activité", rappelant que l'ENIEM a, justement, connu deux situations d'arrêt technique d'activité durant l'année écoulée. Contacté à plusieurs reprises par l'APS, la direction de l'entreprise, dont le siège est fermé, était injoignable toute la journée.

K.L

CNAC

Près de 5.000 porteurs de projets inscrits via la plateforme numérique depuis octobre

Près de 5.000 porteurs de projets se sont inscrits depuis octobre dernier via la plateforme numérique, lancée par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), pour déposer leurs dossiers en vue de créer leurs micro-entreprises, a affirmé, dimanche, le directeur général de la Caisse, Ouaguenouni Mahieddine.

Dans une déclaration à l'APS, M. Ouaguenouni a souligné que "16% sur le total des inscrits via cette plateforme numérique sont issus des wilayas du Sud, et 33 % sont âgés de moins de 35 ans", ajoutant que "la majorité des projets des inscrits concernent les secteurs des services, de l'agriculture et de la pêche et des industries de transformation". Cette plateforme électronique "permet aux porteurs de projet d'effectuer leur inscription en ligne pour déposer leurs dossiers et bénéficier de l'accompagnement nécessaire auprès de la CNAC lors des différentes étapes de développement du projet de création d'une micro-entreprise", a souligné M. Ouaguenouni, précisant que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme de la Caisse visant "l'amélioration des services fournis en direction de ses usagers, notamment à travers la simplification des procédures administratives".

Ladite opération permettra au porteur de projet de renseigner le formulaire d'inscription et de joindre une photocopie de sa pièce d'identité, de télécharger les pièces qui constituent son dossier administratif et technique, et de recevoir à travers la plateforme le récépissé de dépôt de son dossier et d'échanger avec son conseiller animateur qui supervisera l'opération d'accompagnement, à travers le module de messagerie intégrée au niveau de la plateforme.

Cette plateforme permet de télécharger leur business plan avant le passage devant le Comité de sélection, de validation et de financement (CSVF) spécialisé dans l'étude du dossier en question.

Le titulaire du projet peut également suivre en ligne l'évolution du traitement de sa demande d'inscription et de l'étude de son dossier avant son passage devant le CSVF.

M. Ouaguenouni a relevé que cette plateforme tend à éviter aux porteurs de projets les déplacements aux agences wilayaes de la Caisse dans le cadre du rapprochement des services du citoyen, soulignant, que les portes de ces agences restent ouvertes pour ceux qui désirent s'inscrire en présentiel et bénéficier de l'accompagnement. Le même responsable a indiqué que la CNAC a lancé depuis le 20 janvier une campagne de sensibilisation qui s'étendra jusqu'au 6 février pour présenter la plateforme et ses objectifs. Des journées d'information sur le sujet sont également à l'ordre du jour au niveau national, notamment les zones d'ombre et seront organisées dans les établissements de formation au profit des stagiaires et des diplômés de la formation professionnelle.

L.K

POUR APPORTER 40 MILLIONS DE DOSES DE VACCINS AU SYSTEME COVAX

Pfizer-BioNTech et l'OMS signent, enfin, un accord

● Pour l'heure, seul le vaccin de Pfizer-BioNTech a obtenu l'homologation d'urgence de l'OMS, mais plusieurs autres sont en phase finale d'examen.

L'Organisation mondiale de la santé et Pfizer-BioNTech ont annoncé un accord qui doit permettre de fournir 40 millions de doses du vaccin anti-Covid-19 du géant pharmaceutique aux pays défavorisés, à travers le système Covax. Le système Covax, mis en place pour tenter de permettre une distribution équitable des vaccins anti-Covid, estime donc pouvoir débiter la distribution de vaccins à ces pays d'ici la fin février. Les doses du vaccin Pfizer-BioNTech -efficace à 95%- seront fournies « à prix coûtant » et devraient être livrées courant premier trimestre, a indiqué le patron de Pfizer, Albert Bourla, en présence des responsables de l'OMS et de l'Alliance pour les vaccins (Gavi), précisant qu'il s'agit là d'un « premier lot ». Les parties doivent encore conclure un accord de livraison, ont-elles. Covax a aussi exercé une option avec le fabricant indien de vaccins Serum Institute of India (SII) pour 100 millions de doses du vaccin développé Astra Zeneca/Oxford. La majorité de ces doses doit être livrée au courant du premier trimestre. Mais auparavant l'OMS doit donner son homologation d'urgence à ce vaccin et ce fabricant, aux alentours de la mi-février. Quelque 50 millions de doses supplémentaires du vaccin Astra Zeneca/Oxford, qui avaient déjà fait l'objet d'un accord, devraient venir s'y ajouter également le mois prochain. Mais là aussi sous condition que les autres laboratoires, où il sera aussi fabriqué, soient homologués par l'OMS. « Ce jour marque une nouvelle étape clé pour Covax », a déclaré le docteur Seth Berkley, patron de Gavi, qui est en charge des commandes et livraisons des vaccins au sein de Covax. Si les accords



et homologations encore nécessaires sont accordés, « nous prévoyons de commencer les livraisons de vaccins anti-Covid-19 d'ici la fin février », a-t-il ajouté. Pour l'heure, seul le vaccin de Pfizer-BioNTech a obtenu l'homologation d'urgence de l'OMS, mais plusieurs autres sont en phase finale d'exa-

men. Pour autant bien que l'arrivée de vaccins efficaces contre le Covid-19 qui a déjà fait plus de 2 millions de morts depuis son signalement en décembre 2019, en Chine, « soit une lumière au bout du tunnel », « ce ne sont pas les vaccins tout seuls qui vont nous aider à mettre fin à cette pandémie,

c'est la vaccination », a souligné le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. « La distribution rapide et équitable des vaccins n'est pas seulement un impératif moral, c'est aussi un impératif de sécurité sanitaire, stratégique et économique », a-t-il souligné. Le système Covax, piloté par l'OMS, Gavi et aussi la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), vise à fournir d'ici fin 2021 des vaccins anti-Covid à au moins 20% de la population des pays participants, mais il comporte surtout un mécanisme de financement qui permet aux 92 pays défavorisés qui y participent d'avoir accès aux précieuses doses. Si les campagnes de vaccination ont débuté à la fin de l'année dernière, elle se font à la très grande majorité dans les pays les plus riches. Les besoins sont énormes pour protéger un pourcentage assez important de la population et ainsi limiter la capacité du virus qui donne le Covid-19 de se propager. Interrogé sur le nombre de doses que les fabricants de vaccins seront en mesure de fournir cette année, Seth Berkley, a répondu: « je pense que nous parlons de nombres dans une fourchette de 6 à 7 milliards ». L'OMS a aussi annoncé qu'elle allait lancer encore en janvier un guichet où les pays défavorisés pourront déposer leur plan de vaccination détaillé (qui va recevoir les vaccins en priorité, comment et où ils seront administrés). « C'est une étape vitale avant que toute allocation puisse être faite, pour s'assurer que les doses livrées seront efficacement déployées et détecter où apporter plus de soutien, si nécessaire », précisent encore l'OMS.

Nadine Oumakhlouf

LES MISSIONNAIRES DE L'OMS EN CHINE SONT FORMELS

« Trop tôt pour dire l'origine du Covid-19 »

Il est trop tôt pour tirer la moindre conclusion sur le fait de savoir si le Covid-19 a son origine en Chine, a déclaré, hier matin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui effectue une mission dans ce pays. « Toutes les hypothèses sont sur la table. Il est clairement trop tôt pour parvenir à une conclusion sur l'endroit où est né ce virus, que ce soit en Chine ou hors de Chine », a déclaré le directeur chargé des questions d'urgence sanitaire à l'OMS, Michael Ryan, au cours d'une conférence de presse à Genève. « Il existe différentes observations scientifiques dans différentes parties du monde », a-t-il poursuivi. « C'est un

grand puzzle et on ne peut avoir une vision d'ensemble en regardant une des 10 000 pièces d'un puzzle », ajoute-t-il. Une équipe d'experts de l'OMS est arrivée le 14 janvier à Wuhan pour commencer à enquêter sur les origines du nouveau coronavirus meurtrier dont les premiers cas d'infection avaient été détectés fin 2019 dans cette ville du centre de la Chine. Les membres de la mission avaient été acheminés dès leur arrivée dans un hôtel pour y observer une quarantaine de deux semaines. Depuis, ils travaillent à distance et dès la quarantaine achevée ils devraient pouvoir se rendre sur des sites et rencontrer leurs contacts chinois. La

Chine a à plusieurs reprises laissé entendre que le virus serait apparu hors de ses frontières. Il a jusqu'à présent tué plus de deux millions de personnes dans le monde, en a infecté des dizaines de millions et a durement affecté l'économie mondiale. « Notre équipe est sur le terrain, le travail avec nos collègues chinois se passe bien. Nous examinons les données », a dit M. Ryan. « Il est trop tôt pour parvenir à des conclusions mais nous avons le sentiment de progresser un peu et nous espérons continuer ainsi dans l'intérêt de la santé publique et de l'avenir ».

Nadine Oumakhlouf

PATIENTS ATTEINTS D'UNE PNEUMONIE LIEE AU COVID-19

Résultats décevants pour le médicament Anakinra

Le médicament Anakinra, initialement destiné à des maladies rhumatismales, n'améliore pas l'état des patients atteints d'une pneumonie moyenne ou modérée liée au Covid-19, selon les résultats d'un essai clinique français publiés hier matin à Paris. « Des études ultérieures sont nécessaires pour étudier l'efficacité de l'Anakinra dans des groupes de patients avec une infection Covid-19 plus sévère », a indiqué dans un communiqué l'AP-HP (Assistance publique des hôpitaux de Paris), où cet essai a été piloté. L'essai, dont les résultats ont été publiés dans la revue médicale The Lancet Respiratory Medicine, a porté sur 116 patients venant de 16 centres hospitaliers français. Le critère était qu'ils soient « hospitalisés avec une pneumonie Covid-19

moyenne ou modérée » avec administration d'oxygène, mais sans « assistance ventilatoire ». Parmi ces patients 59 ont reçu l'Anakinra en plus du traitement usuel, et 57 ne l'ont pas reçu. Au bout de quatre jours, « 21 (36%) des 59 patients du groupe Anakinra s'étaient aggravés, contre 21 (38%) des 55 patients du groupe avec un traitement usuel ». Au bout de 14 jours, « 28 (47%) patients sur 59 dans le groupe Anakinra et 28 (51%) patients sur 55 dans le groupe traitement usuel ont eu besoin de ventilation non invasive ou mécanique, ou sont morts ». Au bout de 90 jours, « 16 (27%) patients dans le groupe Anakinra et 15 (25%) patients dans le groupe traitement usuel étaient morts ». « Ces résultats montrent que l'Anakinra n'a pas amélioré l'évolution

des patients avec pneumonie Covid-19 moyenne ou modérée », souligne l'AP-HP. En outre, « l'essai s'est terminé de façon prématurée conformément aux recommandations du Comité de surveillance et de suivi des données », l'instance mise en place lors de chaque essai clinique pour superviser sa bonne marche. Fin octobre, l'Agence française du médicament (ANSM) avait indiqué qu'un autre essai clinique évaluant l'Anakinra avait été suspendu, en raison d'une surmortalité inexplicable parmi les patients traités selon des données préliminaires. En décembre, l'ANSM avait toutefois indiqué que ce risque n'était « pas confirmé » après l'analyse de données plus poussées et la suspension avait été levée.

Nadine Oumakhlouf

L'OMS MAINTIENT SES RECOMMANDATIONS

Les masques en tissu toujours aussi efficaces

Les masques en tissu sont toujours aussi efficaces, même face aux nouveaux variants du coronavirus, car le mode de transmission est le même, a déclaré l'OMS, qui ne prévoit pas de changer ses recommandations. « Les masques en tissu, non chirurgicaux, peuvent être utilisés par toutes les personnes âgées de moins de 60 ans qui ne présentent pas des problèmes de santé particuliers », a souligné la responsable de la gestion de la pandémie à l'Organisation mondiale de la santé, Maria Van Kerkhove. « Dans les zones où le virus circule, les masques doivent être portés lorsque les gens sont entassés et qu'il devient impossible de se tenir à au moins un mètre de distance les uns des autres, ainsi que dans des pièces peu ou mal aérées », a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse. L'Allemagne et l'Autriche viennent d'imposer les masques médicaux (chirurgicaux ou FFP2) dans les commerces et les transports. Le gouvernement français demande de son côté de ne plus utiliser certains masques en tissu dont ceux faits maison, jugés insuffisamment filtrants face à l'apparition de nouveaux variants plus contagieux du coronavirus. « Les pays sont libres de prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires », a poursuivi Maria Van Kerkhove. Or, même avec des variants qui peuvent être plus contagieux, « nous n'avons aucune indication suggérant que le mode de transmission aurait changé », a fait valoir la responsable de la gestion de la pandémie à l'OMS. C'est pourquoi, a-t-elle expliqué, en ce qui concerne les recommandations en vigueur, « nous n'avons pas l'intention de les modifier à ce stade ».

Nadine Oumakhlouf

Plus de 17.000 accidents survenus en 2020, en baisse par rapport à 2019 (DNSR)

Au total, 17.778 accidents de la route sont survenus durant les 11 premiers mois de l'année 2020, en baisse par rapport au bilan de la même période de l'année dernière (21.109 accidents), a-t-on appris jeudi à Tiberkanine (46 km à l'ouest de Aïn Defla) auprès de la chargée de communication de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR).

"La propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) ayant grandement influé sur le trafic routier ainsi que les campagnes de sensibilisation lancées au cours du deuxième semestre de l'année dernière sont susceptibles d'expliquer ce résultat", a précisé Fatima

Khellaf en marge d'une journée de sensibilisation au profit des conducteurs de poids lourds organisée à l'aire de repos de Tiberkanine sous le signe "En hivers, redoublez de vigilance".

La tendance à la baisse durant la période considérée concerne également le nombre des personnes tuées suite à ces accidents (-391) ainsi que celui des blessés (-4877), a-t-elle fait savoir, qualifiant ce bilan "d'encourageant mais pas satisfaisant".

Selon elle, même si l'on est loin de l'année 2015 où le bilan relatif aux accidents de la route faisait, alors, état de 4 600 morts, il n'en demeure pas moins que la sensibilisation sur les dangers liés aux

accidents de la route "ne doit pas baisser d'un iota" à fortiori lorsque les statistiques font état de la prédominance du facteur humain dans la survenue de ces accidents.

"Le facteur humain est derrière 96,60 % des accidents de la route survenus durant les onze premiers mois de l'année dernière, suivi de l'état du véhicule (2,01 %) et de celui de l'infrastructure routière et des conditions atmosphériques (1,39 %), d'où l'impératif de la poursuite des efforts en matière de sensibilisation dans le but de réduire l'hécatombe routière", a-t-elle argumenté.

Evoquant la campagne de sensibilisation au profit des chauffeurs de poids lourds empruntant l'auto-

route est-ouest, laquelle a été entamée le 21 décembre dernier à partir de la wilaya de Blida, elle a noté que celle-ci vise à ancrer la culture se rapportant à la circulation routière au sein de ces professionnels du volant, souvent impliqués dans les accidents de la route.

Soutenant que la conduite automobile est "un art et une culture", le directeur de la santé, de la sécurité et de la protection de l'environnement au sein de Naftal, Hakim Briki a, pour sa part, noté que la sensibilisation aux risques des accidents de la route est une responsabilité multisectorielle.

"La sensibilisation aux risques des accidents de la route relève de la responsabilité de tous les secteurs

et doit cibler toutes les catégories de la société particulièrement les jeunes conducteurs dont l'inexpérience et la fougue leur est parfois préjudiciable", a-t-il fait savoir. Le responsable de l'antenne locale de l'Académie nationale pour la prévention et la sécurité routière, Midadati Hocine a, de son côté, mis l'accent sur la nécessité, pour les conducteurs, de réduire, en temps pluvieux, d'au moins 20 % de la vitesse autorisée de leur véhicule afin de pouvoir le maîtriser. "Il est clair que durant le mauvais temps, plus le véhicule roule vite, plus le conducteur éprouve des difficultés à le maîtriser, d'où l'impératif pour ce dernier d'en réduire la vitesse".

Démantèlement de deux bandes criminelles à Alger (Sûreté de wilaya)

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé deux bandes criminelles spécialisées dans le trafic de drogue, de psychotropes et de boissons alcoolisées, et saisi plus de 300 g de drogues et 816 unités de boissons alcoolisées de différents volumes et marques, a indiqué, vendredi, un communiqué de ces services. Les éléments de la deuxième sûreté urbaine de la circonscription administrative de Rouiba ont arrêté un (01) individu suspect qui avait en sa possession 315 g de drogue, 40 comprimés psychotropes et 29.000 DA, ajoute le communiqué. Lors de descentes menées dans des repaires, les services de la cinquième Sûreté urbaine Faizi relevant de la



circonscription administrative de Dar el Beida ont arrêté 04 individus de nationalité africaine et saisi 3.000 DA et 816 unités de boissons alcoolisées de différents volumes et marques, précise la même

source. Après finalisation des procédures juridiques en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent.

L.M

Tissemsilt

Saisie de près de 3.100 unités de boissons alcoolisées (Sûreté)

Les éléments de la sûreté de wilaya de Tissemsilt ont saisi dernièrement une quantité de 3.096 unités de boissons alcoolisées et arrêté quatre individus impliqués dans cette affaire, a-t-on appris vendredi de

ce corps constitué. Cette quantité de boissons alcoolisées a été découverte à l'intérieur de quatre véhicules et dans le jardin d'une habitation au chef-lieu de wilaya. Les mis en cause ont été appréhendés pour transport et commerciali-

sation sans autorisation de ce produit, précise-t-on de même source. Les quatre individus ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République du tribunal de Tissemsilt.

A.E

Sud-ouest

Saisie de plus de 5 tonnes de kif traité et 517.000 comprimés psychotropes en 2020

Pas moins de 5.11 tonnes de kif traité, 517.358 comprimés psychotropes et 3.20 grammes de cocaïne ont été saisis au cours de l'année 2020 dans le sud-ouest du pays par les brigades spécialisées des services de police judiciaire des sûretés des wilayas de Bechar, Adrar et Tindouf, indique un bilan des activités de l'Inspection régionale de police (IRP) à Bechar. Les saisies ont été opérées au cours des 532 affaires criminelles liées à la détention et la commercialisation illégale de drogue menées par les brigades anti drogue, ayant abouti à l'arrestation 784 individus, dont cinq femmes et cinq mineurs, a indiqué le responsable de l'IRP, le contrôleur de police Moussa Belabbès. Durant la même période, 210 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées, dont 191 affaires ont été diligentées avec succès, soit un taux de réussite de l'ordre de 90 %, a expliqué l'inspecteur régional de police. En matière de crime de droit commun, sur les 3.761 affaires, 3.090, soit 82%, ont été résolues avec succès, a souligné le responsable, faisant état également d'une diminution des accidents de la route de l'ordre de 21 %, à savoir 299 accidents, ayant fait 12 morts et 362 blessés.

Concernant la contribution des différents services de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à la prévention et la lutte contre la pandémie de la Covid-19, 2.529 campagnes de sensibilisation sur les risques de la propagation de cette pandémie ont été initiées dans le sud-ouest du pays, selon la même source. Un total de 5.351 infractions liées au non respect du port obligatoire du masque de protection, 11.615 autres infractions pour non respect du confinement ainsi que la mise en fourrière de 2.689 véhicules et 896 motocycles, ont été enregistrées durant l'année 2020, a-t-il fait savoir. Le responsable a ajouté que 7.203 infractions liées aux pratiques commerciales ont été recensées, dont 2.745 infractions concernant le non respect de la sécurité à l'intérieur des établissements commerciaux, 219 autres pour non respect des normes d'hygiène et stérilisation. L'ensemble des services de police de la région sud-ouest du pays restent mobilisés pour la poursuite des campagnes de sensibilisation dans l'unique souci de protéger de la santé des citoyens, a assuré l'inspecteur régional de police.

E.R

Mostaganem

Un mort dans le chavirement d'une embarcation près de Sidi Lakhdar

Une personne a trouvé la mort et une autre a été sauvée d'une mort certaine, suite au chavirement d'une embarcation, survenu vendredi près de Sidi Lakhdar, 50 km à l'est de Mostaganem, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile. Les éléments de la protection civile ont repêché le corps sans vie d'un homme, âgé de 58 ans, et porté secours un autre, âgé de 32 ans. Ce dernier, souffrant de difficultés respiratoires, a été évacué vers un établissement hospitalier de la région, a-t-on ajouté de même source.

Les éléments de la protection civile ont rencontré de grandes difficultés pour mener l'opération, en raison des mauvaises conditions atmosphériques et de l'état agité de la mer. Trois équipes spécialisées et des plongeurs ont été mobilisés pour secourir les victimes, des agents d'une entreprise nationale de travaux maritimes, a-t-on indiqué de même source.

A.Z

Covid-19

Résultats décevants pour un médicament antirhumatismal (étude)

Le médicament anakinra, initialement destiné à des maladies rhumatismales, n'améliore pas l'état des patients atteints d'une pneumonie "moyenne ou modérée" liée au Covid-19, selon les résultats d'un essai clinique français publiés samedi. "Des études ultérieures sont nécessaires pour étudier l'efficacité de l'anakinra dans des groupes de patients avec une infection Covid-19 plus sévère", a indiqué dans un communiqué l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), où cet essai a été piloté. L'essai, dont les résultats ont été publiés dans la revue médicale The Lancet Respiratory Medicine, a porté sur 116 patients venant de 16 centres hospitaliers français. Le critère était qu'ils soient "hospitalisés avec une pneumonie Covid-19 moyenne ou modérée" avec administration d'oxygène, mais sans "assistance ventilatoire". Parmi ces patients 59 ont reçu l'anakinra en plus du traitement usuel, et 57 ne l'ont pas reçu. Au bout de quatre jours, "21 (36%) des 59 patients du groupe anakinra s'étaient aggravés, contre 21 (38%) des 55 patients du groupe avec un traitement usuel". Au bout de 14 jours, "28 (47%) patients sur 59 dans le groupe anakinra et 28 (51%) patients sur 55 dans le groupe traitement usuel ont eu besoin de ventilation non invasive ou mécanique, ou sont morts". Au bout de 90 jours, "16 (27%) patients dans le groupe anakinra et 15 (25%) patients dans le groupe traitement usuel étaient morts". "Ces résultats montrent que l'anakinra n'a pas amélioré l'évolution des patients avec pneumonie Covid-19 moyenne ou modérée", souligne l'AP-HP. En outre, "l'essai s'est terminé de façon prématurée conformément aux recommandations du Comité de surveillance et de suivi des données", l'instance mise en place lors de chaque essai clinique pour superviser sa bonne marche. Fin octobre, l'Agence française du médicament (ANSM) avait indiqué qu'un autre essai clinique évaluant l'anakinra avait été suspendu, en raison d'une surmortalité inexpliquée parmi les patients traités selon des données préliminaires. En décembre, l'ANSM avait toutefois indiqué que ce risque n'était "pas confirmé" après l'analyse de données plus poussées et la suspension avait été levée.

M.L

SIDI BEL-ABBÈS

Mise en service d'un appareil PCR de dépistage du coronavirus



Un appareil de dépistage par PCR (réaction de polymérisation en chaîne) du Covid-19 a été mis en service dimanche dans le laboratoire d'analyses médicales du CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, a annoncé le directeur de l'établissement sanitaire, Youcef Cherifa. Toutes les procédures administratives et techniques ont été finalisées pour la mise en service de l'appareil, a indiqué le responsable, précisant que des tests techniques ont été effectués en quatre étapes pour garantir le succès de l'opération, la première du genre au niveau de la wilaya depuis

l'apparition de la pandémie du Covid-19. Selon M. Cherifa, une coordination avec le service dédié au traitement des malades atteints de coronavirus de l'établissement public hospitalier "Dahmani Slimane" de Sidi Bel-Abbès et d'une gestion maîtrisée de l'opération de dépistage du virus permet d'effectuer 90 tests par jour. Des médecins, infirmiers et biologistes ont bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Oran et d'Alger d'une durée de trois semaines, a-t-on indiqué, ajoutant une formation d'une semaine au CHU "Abdelkader Hassani" supervisée par un expert de

l'Institut de Pasteur d'Alger a été organisée au profit du personnel qui encadrera l'opération. A noter que tous les moyens matériels nécessaires ont été mis à disposition. Le directeur du CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès a salué les efforts déployés localement en matière de lutte contre la pandémie du coronavirus, signalant l'ouverture de ce service pour éviter une attente de quatre jours pour la réception des résultats des analyses envoyés auparavant à l'Institut Pasteur d'Oran et épargner également aux malades le déplacement vers le même institut pour effectuer un test PCR.

WILAYAS DE L'EST

Plus de 400 affaires d'agression contre le corps médical en 2020

Pas moins de 424 affaires d'agression contre le corps médical ont été enregistrées en 2020 dans quinze (15) wilayas de l'Est du pays par les services de la police, a indiqué dimanche l'inspecteur régional de police, le contrôleur général de police Daoud Mohand Cherif. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités de différents services de la direction régionale Est, effectuées au titre de l'exercice 2020, le même responsable a précisé à ce propos que 529 personnes ont été impliquées dans ces affaires recensées à travers diverses structures de santé

depuis la période marquée par la propagation du coronavirus. Pas moins de 415 affaires parmi ce nombre global ont été traitées à 100 %, représentant 97,87 % du taux global, a souligné le même responsable, qui a détaillé que 107 personnes ont été mises sous mandat de dépôt, 47 mises en liberté provisoire alors que 21 autres individus sont actuellement sous contrôle judiciaire. La décision d'arrestation de ces personnes, est inscrite dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement, visant à lutter contre les violences et les agressions verbales et physiques à l'en-

contre des professionnels de la santé, a fait savoir le même confrencier. Les épisodes d'agressions qui sont de plus en plus fréquents depuis l'apparition de la pandémie covid-19, a-t-il affirmé, ont touché différents encadreurs du secteur de la santé des corps médical et paramédical en particulier des médecins généralistes et spécialistes ainsi que des infirmiers. Il est à signaler que la plupart de ce genre d'agressions a été enregistrée dans les infrastructures de santé notamment des grandes villes dont les wilayas de Constantine, d'Annaba et de Batna.

M.L

GUELMA

3 grandes opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable de la population

Trois grandes opérations de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des habitants de la wilaya de Guelma mobilisant 1,7 milliards DA seront engagées en 2021, a-t-on indiqué dimanche à la direction locale des ressources en eau. Une de ces opérations sectorielles appelées à bénéficier aux 34 communes de la wilaya portera sur la rénovation d'une partie de 2,6 km de la canalisation de

pompage à partir de la station de traitement des eaux du barrage Bouhamdane (dans la commune de Hammam Debagh) jusqu'au château d'eau de la commune de Medjaz S'fa, a souligné la même source. La canalisation à mettre en place sera en acier avec un diamètre de 1000 mm et mobilisera une enveloppe financière de 400 millions DA, a-t-on fait savoir. La seconde opération divisée en 16 lots portera sur la construc-

tion de réseaux de distribution d'eau potable, de châteaux d'eau et de stations de pompage au profit de villages et agglomérations secondaires de 15 communes de la wilaya, a-t-on ajouté. La dernière grande opération comprenant 26 lots concernera la requalification des stations de pompage d'eau dans 20 communes de la wilaya, a relevé la direction des ressources en eau.

L.M

TIPASA

Report au 14 février de l'examen de l'affaire des charges supplémentaires des logements AADL de Sidi Abdallah

La chambre foncière près le tribunal de première instance de Koléa (Tipasa) a décidé, dimanche, de reporter l'examen de l'affaire des "charges supplémentaires" imposés aux habitants des cités AADL de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah (Alger), au 14 février prochain. La décision de reporter l'examen de cette affaire, introduite en justice par l'association des habitants de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah contre l'entreprise de gestion immobilière "Gest-Immo", a été motivée par l'absence de celle-ci, à cette première audience. A noter que cette même association a introduit, au début de l'année en cours, une action en justice contre l'entreprise en charge de la gestion des logements location-vente (AADL), de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah, après avoir constaté l'absence de nombreuses prestations, dont la gardiennage et le nettoyage, ainsi qu'une panne des ascenseurs d'un nombre d'immeubles, est-il signalé.

H.J

AÏN-TÉMOUCHENT

Vers le financement de 750 micro-projets

Les responsables en charge de l'Agence nationale de la gestion du micro-crédit (ANGEM) à Aïn Témouchent prévoient le financement de 750 micro-projets durant l'année en cours, a-t-on appris du directeur de l'antenne de wilaya de l'Agence, Lahouari Touati.

Près de 88,5 millions DA ont été consacrés pour assurer le financement et matérialiser quelque 750 projets durant l'année en cours dans le cadre du dispositif de l'ANGEM devant créer au moins 750 emplois, a indiqué la même source.

La priorité sera accordée au financement des micro-projets, lesquels doivent s'adapter avec la spécificité économique de la wilaya d'Aïn Témouchent notamment agricoles, à savoir l'artisanat d'art avec l'encouragement de la femme rurale et la femme au foyer pour s'insérer dans le monde de l'investissement à travers la nomenclature des projets de l'Agence nationale de la gestion des micro-crédits, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, le nombre de projets financés dans le cadre du même dispositif de la wilaya durant l'année écoulée, est de 376 pour une valeur financière globale de 31,7 millions DA. Le total de micro-projets qui ont été matérialisés durant l'année écoulée a permis d'offrir 479 postes d'emplois dont 68 pour cent dédiés aux femmes artisanes, femmes rurales mais aussi aux femmes au foyer, a-t-on souligné de même source.

T.Y

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION EN ZONES URBAINES

Un mort et 100 blessés le week-end dernier (Sûreté nationale)

Une (1) personne a trouvé la mort et 100 autres ont été blessées dans 76 accidents de la circulation survenus, du 22 au 23 janvier courant, en zones urbaines, ont indiqué, dimanche, les services de la Sûreté nationale (SN).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, selon la même source. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à "respecter le Code de la route, à faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite, notamment avec les mauvaises conditions météorologiques que connaît la plupart des wilayas du pays". Elle met à la disposition des citoyens, 24h/24, le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 pour recevoir les signalements.

KARINE.E

LAGHOUAT

Ouverture prochaine d'un institut national spécialisé de la formation dans les filières liées aux hydrocarbures

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Hoyam Benfriha a annoncé dimanche à Laghouat l'ouverture prochaine dans cette wilaya d'un institut national spécialisé de la formation dans les filières liées aux hydrocarbures. "Une décision ministérielle a été prise pour la reconversion du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage -CFPA- "Larbi Guelouma" dans la nouvelle ville de Bellil (commune de Hassi-R'mel) en institut national spécialisé de la formation professionnelle dans les filières liées aux activités pétrolières et gazières", a affirmé la ministre lors de sa visite de travail de deux jours (24-25 janvier) dans la wilaya. La démarche intervient en réponse aux sollicitations de la population de la région où opèrent de grandes entreprises énergétiques, a-t-elle ajouté. Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, a valorisé l'importance de cette démarche visant à "assurer aux

jeunes de la région une formation dans les spécialités de pétrochimie", estimant qu'elle "contribuera à augmenter les opportunités d'emplois, en faveur des jeunes de la région, offertes par les entreprises énergétiques activant dans la zone industrielle de Hassi-R'mel". Mme Benfriha a fait savoir, par ailleurs, que les services du secteur s'attellent à réunir les conditions adéquates pour le lancement du projet de Baccalauréat professionnel.

Le projet, soumis au Gouvernement au début de l'année 2020, a été retardé en raison des conditions sanitaires exceptionnelles liées à la pandémie Covid-19, n'ayant pas pu exécuter le programme de formation pédagogique des enseignants concernés par l'encadrement des stagiaires du baccalauréat professionnels, a-t-elle expliqué.

Elle n'a, toutefois, pas exclu son lancement en septembre prochain, en cas de stabilisation de la situation sanitaire dans le pays.

Visitant le CFPA "Ahmed Mahboubi" pour handicapés au chef lieu de wilaya, la ministre a affirmé que les opportunités d'emploi offertes à cette catégorie sociale restent "insuffisantes", tout en souhaitant une augmentation par les pouvoirs publics de cette quote-part, car la catégorie ciblée dispose aujourd'hui, a-t-elle souligné, de formations spécialisées et de qualifications les habilitant à se lancer dans différents domaines professionnels.

A l'Institut de l'enseignement professionnel "Krim Belkacem" à Laghouat, la ministre a soutenu que la société a besoin actuellement de porteurs de métiers et de techniciens et techniciens supérieurs, au vu de leur importance, exhortant, à ce titre, les jeunes stagiaires à plus de recherches dans leurs domaines afin d'actualiser leurs connaissances et d'améliorer leurs niveaux de sorte à se mettre au diapason de l'évolution des métiers de par le monde.

Aussi, a-t-elle ajouté, l'introduction du mo-

dèle de l'entrepreneuriat dans les différents programmes pédagogiques, des diverses filières, vise à encourager les jeunes à monter leurs propres entreprises au terme de leur formation, dans un but de renforcer le tissu d'entreprises et générer des emplois. La première journée de la visite de travail de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels dans la wilaya a été aussi marquée par la signature de deux conventions de partenariat entre le secteur d'une part et la Direction de l'Emploi de la wilaya pour une mise en adéquation de la formation avec les besoins du marché, et avec la société de montage industrielle (Etterkib) de la Sonelgaz pour répondre à la demande d'entreprises énergétiques. Mme Hoyam Benfriha clôturera la première journée de sa visite par l'animation d'une émission radiophonique sur la situation et les perspectives du secteur.

M.L

Bouira

Un mort dans un accident de la circulation à Lakhdaria



Une personne a trouvé la mort, dimanche, dans un accident survenu sur l'autoroute Est-Ouest à Lakhdaria (Ouest de Bouira), selon les services de la protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision entre deux vé-

hicules, sur l'axe autoroutier à destination de Constantine. "La victime est un homme âgé de 50 ans qui a rendu l'âme sur le coup et dont le corps a été transporté à la morgue de l'hôpital de Lakhdaria", a expliqué à l'APS le chargé de communica-

tion de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat Youcef. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

Skikda

Un homme blessé par balle au chef-lieu de wilaya (Protection civile)

Un Homme, âgé de 33 ans, a été blessé par balle à la cité des frères Saker (chef-lieu de la wilaya de Skikda), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la wilaya de Skikda ont intervenu à 18h afin d'apporter les premiers secours à la victime touchée par balles à la main gauche, avant de la transférer à l'établissement hospitalier Abderez-

zak Bouhara de Skikda, note la source. De leur côté, des témoins oculaires ont fait état d'une tentative de cambriolage d'une bijouterie par 3 individus qui ont tiré des coups de feu en direction de la façade du magasin, avant de dérober quelques bijoux et de prendre la fuite.

Les services de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Skikda ont procédé, samedi à 18h, à l'arrestation de deux suspects, en un temps record ne dépassant

pas les 5 minutes, pour cambriolage d'une bijouterie à l'aide d'un fusil de chasse, outre la saisie de l'arme utilisée et d'un métal de couleur jaune dérobé dudit magasin, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Selon la même source, les investigations sont en cours pour finaliser l'enquête, supervisée par le procureur de la République près le tribunal de Skikda.

J.K

Illizi

Plus de 850 consultations médicales au profit des populations des zones d'ombre

Pas moins de 858 consultations médicales ont été effectuées durant le mois de janvier courant au profit des populations des zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, dans le cadre d'une caravane médicale de solidarité du Croissant rouge algérien (CRA), a-t-on appris dimanche des organisateurs. Encadrée par un corps médical et paramédical, cette action, pour laquelle a été mobilisée une mobi-clinique, a permis d'effectuer des consultations médicales en médecine générale et d'autres spécialisées en ophtalmologie et chirurgie dentaire, au profit des populations de plusieurs zones enclavées, dont Aherher, Fadh-noune, Afdil, Ihrir et Tarat. Des rencontres de sensibilisation ont été aussi organisées sur les maladies prévalant dans la région et les voies de s'en prémunir, et les mesures préventives à prendre contre la pandémie du Covid-19, a expliqué Belkhir Mefiçal, membre du bureau du CRA de la wilaya d'Illizi. Le même responsable a fait part également de la remise de produits médicamenteux, de lots de produits alimentaires, d'articles de literie et d'effets vestimentaires, en plus de la prise en charge des cas complexes de malades au niveau de l'hôpital d'Illizi. Cet élan de solidarité s'insère dans le cadre des activités du CRA portant prise en charge des couches sociales vulnérables, la consécration de l'esprit d'entraide et l'accompagnement médical périodique des populations des zones d'ombre et enclavées.

T.Y

El Tarf

Poursuite des travaux de traitement du glissement de terrain sur la RN 82 à Ain Kerma (DTP)

Les travaux de traitement du glissement de terrain sur la route nationale 82 (RN 82), située dans la commune frontalière de Ain Kerma (El Tarf), se poursuivent à un taux de réalisation de près de 98%, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Direction locale des travaux publics (DTP). Lancés en chantier en février 2020, ces travaux portent, ont ajouté les services de la DTP, sur la réalisation d'un drain, opération inscrite dans le cadre de la première tranche d'une

opération d'entretien et de remise à niveau des routes nationales. Les travaux d'assainissement et de drainage portent, a-t-on expliqué, sur la réalisation d'un fossé bétonné, d'un ouvrage busé ainsi que le confortement du talus avec, notamment, enrochement et géotextile de filtration. Les travaux ayant nécessité un investissement de près de 39 millions de dinars ont enregistré des retards dans leur livraison, a indiqué la même source, relevant que le délai prévisionnel était initiale-

ment de huit (08) mois. Les travaux de soutènement sur micro-pieux prévus, également, au niveau de cette route nationale portent, a-t-on signalé, sur la construction d'un mur ainsi que le traitement de la section route. Ce projet dont le délai de réalisation est de 10 mois, a nécessité un coût global de 200 millions de dinars. Lors de sa récente visite de travail, le ministre des Travaux publics dans cette wilaya avait souligné "l'urgence" des travaux en cours au niveau de

cette route nationale, qui est source de désagréments aux habitants en raison de sa dangerosité. Pas moins de 13 glissements de terrain sont enregistrés au niveau de la route nationale 82 située entre les communes de Zitouna et Bouhadjar, a-t-on rappelé à la DTP, signalant les efforts déployés par l'Etat dans le cadre de l'entretien et la modernisation des routes et la prise en charge des préoccupations des citoyens.

L.M

La personnalité au travail, n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui

Soyons honnêtes: quand on passe 8 heures par jour avec les mêmes collègues, ce n'est pas vraiment leur expérience ou leur éducation qui va déterminer le type de relation qu'on aura avec eux... c'est leur personnalité qui s'en chargera!

Ces traits, ou réflexes naturels, qui forment le caractère sont essentiels non seulement quand il est nécessaire de prédire comment des individus vont interagir avec les autres, mais aussi comment ils vont s'agencer avec les tâches et responsabilités qui leur incombent. La personnalité au travail n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui—voici pourquoi.

Elle peut aider à motiver vos employés

Il est clair comme le jour que les incitatifs monétaires et autres avantages peuvent aider à remonter le moral d'un employé, mais combien de temps est-ce que cet effet peut durer? Si vous connaissez plutôt le type de projets et d'environnements de travail qui l'allument, est-ce que cela ne serait pas synonyme de motivation à long terme et de bonheur au travail? J'ai vu plusieurs personnes orientées sur le service devenir démotivées dans un environnement compétitif malgré les nombreux bonis et téléphones portables, gracieuseté de leur entreprise; j'ai

aussi vu des gestionnaires sans courage managérial qui n'avaient aucune motivation, même dans leurs grands bureaux de coin.

Comprendre la personnalité au travail veut dire mieux être capable de déterminer quelles sources de démotivation peuvent chasser votre capital humain.

Elle réduit le taux de roulement

Une évaluation de l'adéquation peut augmenter le taux de fidélisation car elle permet d'assurer que vos employés sont faits pour leur travail ou, du moins, qu'ils ont le potentiel inné requis pour avoir du succès dans un poste. En bonifiant votre processus de sélection d'une évaluation d'employés, vous pourrez non seulement voir une panoplie de facettes qui ne sont pas apparentes durant l'entrevue, mais vous saurez également poser les questions d'entrevue les plus pertinentes, uniques à l'individu devant vous.

Elle réduit les conflits et améliore la collaboration

Lorsqu'il y a un choc des personnalités, cela peut causer un effet de ricochet destructeur au sein de votre organisation. Ce n'est jamais agréable de voir deux personnes se



disputer sur un projet ou d'entendre dire qu'un-tel-et-une-telle sont fâchés pour X raisons. Mais si vous pouviez prédire quelles personnes devraient faire davantage d'efforts lorsqu'elles travaillent ensemble et, plus spécifiquement, quelles dimensions de la personnalité pourraient être à blâmer dans ces conflits? Si vous saviez exactement sur quels aspects ces individus devraient se concentrer pour créer une relation plus harmonieuse? C'est l'une des raisons pourquoi la personnalité au travail est un facteur déterminant quand il est question de collaboration entre employés.

Elle peut prévenir l'épuisement professionnel

Est-ce que vous savez qui, parmi vos employés, est plus susceptible à la haute tension nerveuse, aux baisses d'énergie ou est incapable de se détacher? Peut-être qu'il y a un employé qui vous inquiète car il ne performe à la hauteur de son standard ordinaire ou il semble incapable de se concentrer, dernièrement. Si vous découvriez sa personnalité de base, vous seriez peut-être surpris d'apprendre que tout ce dont il a besoin, c'est d'un peu de renforcement positif, ou qu'il réprime des frustrations par peur de causer un conflit. Dans tous les cas, la première étape est de savoir. Une fois que vous connaissez sa personnalité au travail, vous pouvez accomplir les étapes nécessaires pour améliorer la situation et lui remonter le moral avant que la situation ne dégénère.

Elle peut vous aider à communiquer avec votre main-d'œuvre de manière efficace

Avez-vous déjà tenté d'expliquer quelque chose à un employé, seulement pour qu'il vous regarde avec un regard vide et confus? Ce n'est peut-être pas parce que vous êtes mauvais communicateur, mais plutôt que vous avez des manières différentes d'apprendre et d'assi-

miler l'information. Vous faites peut-être des liens rapides et abstraits entre les données disponibles, tandis que l'autre personne requiert plus de supports visuels et d'exemples concrets démontrant comment l'idée serait transposée dans sa réalité quotidienne. Nos manières d'apprendre, les données requises afin de se sentir à l'aise avec une décision, le temps dont on a besoin pour que l'information s'assimile — tous sont différents d'un employé à l'autre. Donc, la personnalité au travail est importante afin de s'assurer que vous approchez vos subordonnés de la meilleure manière qui soit et que vous êtes équipé de ce dont la personne a besoin pour se sentir à l'aise.

C'étaient quelques exemples parmi des dizaines expliquant pourquoi la personnalité au travail est plus importante qu'on pourrait croire. Non seulement elle vous facilite la tâche lors de la sélection du meilleur candidat pour le poste, mais elle vous aide aussi à garder cette personne heureuse et motivée afin qu'elle vous reste fidèle. Elle peut réduire la mauvaise communication, le taux de roulement et l'épuisement professionnel tout en augmentant la collaboration dans votre main-d'œuvre, lui permettant de voir les différences de manière plus positive.

Ce qu'il faut déterminer avec vos associés

Avant de vous lancer dans une association et dans l'aventure entrepreneuriale, mieux vaut avoir roder certains points avec vos associés. A défaut, vous pourriez subir comme un grand nombre d'entre eux un conflit pouvant aller jusqu'à la rupture ou encore créer des tensions inutiles en vous apercevant un jour que vous n'êtes pas du tout d'accord.

Le rôle de chacun

S'il y a bien une chose à discuter entre associé c'est bien de savoir qui va faire quoi par la suite. Cette discussion pourrait paraître inutile car vous venez peut-être d'horizons très spécifiques et spécialisés. Mais il faut prendre en compte qu'une personne issue d'un domaine entend peut-être pour sortir de ce domaine ou encore qu'elle veuille bien avoir le rôle un moment mais pas ad vitam aeternam. N'hésitez pas à demander à votre futur associé ses ambitions, ce qu'il veut bien faire et ce qu'il voudrait faire. Faites de même pour vous et essayez de trouver un point d'accord entre vos deux visions. Soyez particulièrement clair sur le rôle de représentation de l'entreprise. Nombreux sont les dirigeants à penser qu'il ne faut qu'une seule personne qui prenne le lead.

Vous mettre d'accord sur le style de management

Une énorme erreur est de croire que parce que vous vous entendez bien dans la vie, vous avez le même style de management. Votre associé peut très bien être très autoritaire dans le travail sans que vous n'en ayez conscience et que vous soyez plutôt un manager cool ou inversement. Pour éviter de devoir créer deux ailes avec deux styles de management diffé-



rent, mieux vaut définir dès le début quelles sont les règles : êtes-vous ouvert au travail à distance ? Êtes-vous pour le management par objectif ? Est-ce que les horaires sont fixes ? La présence est-elle obligatoire ? Dans quelle mesure faites-vous confiance à vos salariés ? Que faites-vous en cas de retard ? Quels sont les horaires de travail ? Êtes-vous pour le fait de sortir avec vos salariés ? Voulez-vous dissocier votre vie privée ? Votre associé aime-t-il faire le gendarme ? Préférez-vous laisser libre vos salariés ?

S'accorder sur la stratégie

S'il y a bien un domaine où le désaccord peut entraîner une rupture et aller jusqu'au conflit c'est bien celui-ci. Il arrive souvent au cours de la vie d'une entreprise que la vision ne soit plus la même entre les différents associés. Le désaccord demeure synonyme de richesse et de partage de points de vue. Seulement, il vaut mieux se mettre au diapason en amont pour ne pas montrer une vision diver-

gente. Vos salariés peuvent bien entendu participer à l'élaboration de celle-ci mais encore faut-il que ce soit le cas pour les fondateurs. Il arrive très souvent que deux associés ne se mettent pas totalement d'accord sur le sujet. Parfois, il s'agit juste d'une notion de temporalité car vous privilégiez un pan de développement avant l'autre et inversement. Si vous êtes plusieurs à décider, mieux vaut votre mettre d'accord lors de l'élaboration de la stratégie sur les étapes et l'ordre. Vous n'aurez peut-être pas les moyens de tout faire en même temps.

Savoir comment vous trancher

En cas de désaccord, il vous faut déterminer aussi les méthodes qui vont vous permettre de trancher le conflit pour éviter que vous n'aboutissiez à une impasse. Il s'agit donc de déterminer celui qui tranche ou encore le fait de faire appel à un tiers en cas de conflit. Vous ne pouvez risquer l'immobilité de l'entreprise ou que chacun œuvre dans le dos de

l'autre. Si vous ne souhaitez pas que les associés perdent leur pouvoir de décision, rien de mieux en général qu'un tiers pour trancher et à qui chacun donne sa vision ou de rationaliser la prise de décision en la basant sur des éléments « objectifs » comme des chiffres qui, atteints, déclenchent certaines actions.

Parler de tout ce qui touche à la rémunération

Il s'agit d'un sujet tabou normalement mais il va falloir en parler. Plusieurs questions se posent dès la base : Quand comptez-vous vous payez ? Combien ? Par quel biais ? Comment comptez-vous vous rémunérer ? Avez-vous des fiches de paie ? Allez-vous vous rémunérer sur les bénéfices ? Vous verserez vous des dividendes en cas de bénéfices ? Il s'agit de voir tous les éléments relatifs à la paie et dans les détails. Vous ne devez pas agir de manière floue et connaître au maximum la santé financière de votre associé. Il ne s'agit pas de le laisser mourir de

faim sous prétexte que vous avez de grosses économies et déjà acheté votre maison alors que lui est locataire et affublé de prêts.

L'avenir de l'entreprise

Cela peut paraître évident mais il est nécessaire de discuter du devenir à termes de l'entreprise. Vous souhaitez peut-être revendre l'entreprise dans les 5 prochaines années, faire entrer des investisseurs et de multiples levées de fonds ou la conserver à tout prix et garder une majorité du capital. Tous les scénarios sont possibles et peut être que le futur de l'entreprise vous imposera certaines voies. Cependant, vous devez vous mettre d'accord sur ce que vous aimeriez qu'il se passe et vous accorder dessus. Tout ce qui touche aux parts ou capital de l'entreprise reste en général des sujets sensibles donc autant vous mettre d'accord.

Le sujet le plus bizarre : la mort

S'il y a bien un sujet qui est bizarre à aborder, c'est bien : « que se passe-t-il si l'un d'entre vous meurt ? ». Pourtant, il faut bien réfléchir aux conséquences en cas de décès de l'un des fondateurs ou d'incapacité totale. Est-ce que ce sont ses ayants droits qui auront ses parts ? Est-ce que vous les rachèterez ? Avez-vous un droit de préemption sur eux ? Autant de situation qu'il convient de voir car vous pouvez vite vous retrouver avec une personne qui n'a pas du tout la même vision du devenir de l'entreprise que vous et qui deviendrait parmi les actionnaires majoritaires. Vous pouvez envisager bon nombre de solutions comme l'absence de droit de vote... Ne pensez pas automatiquement que les parts vont vous revenir en tout cas...

Rendre ses campagnes d'e-mail marketing efficaces

Bien que la newsletter représente en soi une forme d'e-mail marketing, celui-ci prend souvent une tournure bien différente. Cette pratique reste utilisée en général dans le but de faire passer des messages commerciaux à des cibles prédéterminées. L'e-mail marketing comprend de manière globale tout courriel envoyé à un client actuel ou potentiel. Il existe généralement trois types de courriels : ceux envoyés dans le but d'améliorer la relation avec vos clients, ceux qui visent à augmenter la fidélité de ces derniers ainsi que le taux de renouvellement des achats et ceux qui cherchent à attirer de nouveaux clients. Ils peuvent intégrer des publicités à l'intérieur d'e-mails envoyés par d'autres entreprises, en général grâce à un partenariat.

Les règles à respecter

Pour réussir sa campagne d'e-mail marketing, il existe plusieurs règles à respecter. Dans un premier temps, vous devrez vous assurer de la qualité de votre base de données et la segmenter le plus possible afin d'offrir le

message le plus adapté à votre cible, en fonction de son profil. Avant d'envoyer votre emailing, vérifiez que le texte vous paraisse optimisé, afin d'éviter qu'il ne tombe dans les boîtes anti-spam des destinataires. Il s'agit de vérifier la « délivrabilité » de votre message. Ne négligez pas cette étape ! Votre texte devra créer la valeur ajoutée nécessaire pour capter l'attention du destinataire. Vous pouvez également penser à créer différents messages types afin de pouvoir gagner du temps lors de vos prochaines campagnes et de pouvoir adapter vos offres. Votre rôle ne s'arrête pas une fois votre e-mail envoyé, vous devrez encore analyser les retours. Ces résultats permettront de mettre en lumière certaines problématiques. Ce sera ensuite à vous de bien les déterminer afin de pouvoir les résoudre. Dans la mesure du possible, affinez votre connaissance des clients et favorisez le dialogue avec eux. Ne vous leurrez pas, retenir un client ou prospect qui ne souhaite pas recevoir vos e-mails ne sert à rien, si ce n'est à ternir votre réputation.

Les pièges à éviter

Une fois les règles basiques bien assimilées, il vous faudra éviter les pièges dans lesquels tombent de trop nombreuses entreprises. Évitez les messages trop compliqués ou ceux qui utilisent de manière trop intensive des formats comme le flash ou les scripts java. Votre e-mail doit rester lisible et aéré. Vous pouvez, si nécessaire, rediriger le destinataire vers votre site web en cas de contenu trop complexe. N'oubliez pas de faire figurer une adresse disponible pour vous répondre. Cela vous permettra dans un premier temps de supprimer les adresses e-mails erronées de votre base de données. Ensuite, il s'agit d'un moyen simple pour recevoir un retour de votre audience. Avant l'envoi de l'e-mail, il reste important de vérifier que tous les champs automatiques fonctionnent ou qu'à défaut, l'absence de l'information ne soit pas gênante. Pour vous adresser à vos destinataires, préférez un « Cher client » plutôt qu'un « cher Monsieur » excepté si votre base se révèle capable de remplir automatiquement le nom de chaque destinataire. Prenez

assez de temps pour vérifier si votre message est lisible. Pensez que de nombreuses messageries n'affichent les images que si les personnes les téléchargent, donc votre texte doit se suffire à lui-même. Vérifiez que votre message ne comporte pas de termes trop génériques associés au spam comme « Gagnez », « offrir », « gratuit » ou « 100 % ». N'oubliez pas que l'objet est la première chose qui est lue et qu'il devra par conséquent être percutant.

Les avantages de l'e-mail marketing

L'emailing reste un outil relativement peu coûteux comparativement au courrier traditionnel qui implique des coûts de production, d'affranchissement et d'impression. L'immédiateté des effets et des retours, ainsi que la possibilité de les mesurer représentent également l'une des grandes qualités de ce type de démarche. Il s'agit également d'un moyen moderne qui prend en compte l'évolution des usages, et notamment le fait qu'il existe de plus en plus d'utilisateurs qui vérifient leurs e-mails

très régulièrement, surtout avec l'émergence de l'utilisation du smartphone.

Les inconvénients de l'e-mail marketing

De nombreuses personnes trouveront l'approche intrusive et pourront considérer votre emailing comme du spam. La limite entre un e-mail marketing et du spam reste très fine. Sans le vouloir, un e-mail peut nuire à votre image car il rappelle à vos clients les techniques utilisées par des entreprises malveillantes. La lecture est loin d'être assurée puisque de nombreuses boîtes e-mails ont renforcé leur filtre anti-spams, empêchant ainsi la bonne réception de ces derniers. Il vous faudra vérifier l'évolution des lois anti-spams et les règles de votre fournisseur d'accès, celles-ci étant modifiées régulièrement. Vous devez également vous pencher sur votre base de données, en vous assurant qu'elle ait été acquise conformément à ce que demande la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

K.Amel

Changement climatique : Plaidoyer pour l'augmentation des aides aux petits agricultures

L'aide financière destinée à permettre aux millions de petits agriculteurs de s'adapter au changement climatique doit "augmenter sensiblement" si l'on veut éviter famines et instabilité, a prévenu samedi un responsable onusien avant un sommet climat la semaine prochaine aux Pays-Bas. "Il est inacceptable que les petits exploitants qui produisent une grande partie des denrées alimentaires de la planète, soient laissés à la merci de conditions météorologiques imprévisibles et que le niveau des investissements visant à les aider à s'adapter soit aussi faible", a déclaré Gilbert Houngbo, président du Fonds international de développement agricole (FIDA) dans un communiqué. "Ils ne contribuent que faiblement aux changements climatiques, mais ils sont les premières victimes de leurs effets. Ils connaissent de plus en plus souvent de mauvaises récoltes et des pertes de bétail, ce

qui met en péril l'ensemble de notre système alimentaire", a-t-il indiqué. "Nous devons impérativement œuvrer pour qu'ils puissent rester sur leurs terres et cultiver des aliments nutritifs de manière durable. Sinon, la faim, la pauvreté et les migrations vont encore progresser dans les années à venir" a prévenu M. Houngbo. Il devrait annoncer la semaine prochaine le lancement d'un fonds international (Asap+) destiné à mobiliser 500 millions de dollars en faveur de l'agriculture paysanne, lors du sommet sur l'adaptation au changement climatique prévu aux Pays-Bas les 25 et 26 janvier en cours. Le président du fonds sera accompagné de l'acteur britannique Idriss Elba et son épouse Sandrine, ambassadeurs de bonne volonté du Fida. Ils participeront à un débat avec le Premier ministre belge Alexander de Croo et le ministre danois du développement international Dag Inge Ulstei. L'Allemagne, l'Autriche, l'Irlande et le Qatar

se sont déjà engagés à contribuer au programme. Selon des études financées par le Fida, les productions de cultures de base importantes en Afrique comme les légumineuses, le maïs et le manioc pourraient connaître une diminution de 50 à 90% d'ici à 2050 dans certaines régions de l'Angola, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, de l'Ouganda, du Rwanda, de la Zambie et du Zimbabwe en raison des changements climatiques, ce qui risque d'entraîner une forte augmentation de la faim et de la pauvreté. Si rien n'est fait, les changements climatiques pourraient aussi obliger plus de 140 millions de personnes à migrer d'ici à 2050. Un premier programme Asap a permis de distribuer 300 millions de dollars à plus de 5 millions d'exploitants dans 41 pays. Mais à peine 1,7% du financement mondial de l'action climatique est consacré aux petits producteurs, souligne le FIDA.

A.Z

Covid-19

L'UA salue le Kenya pour son outil de gestion des voyages à l'ère du coronavirus

La Commission de l'Union africaine a félicité vendredi le Kenya pour avoir mis en place la plateforme Trusted Travel qu'elle a conçue, devenant le premier pays à adopter ce système de gestion des voyages pendant la pandémie de nouveau coronavirus.

"Alors que nos économies, nos écoles et nos frontières rouvrent, l'Afrique a besoin d'une approche harmonisée pour réduire le risque de transmission" du virus, a salué vendredi la commissaire aux Affaires sociales de l'UA, Amira Elfadil. "C'est pourquoi nous avons lancé le portail de confiance Covid-19, un outil numérique innovant qui aide les Etats membres à télécharger et à vérifier les résultats des tests et à harmoniser les conditions d'entrée et de sortie afin d'éviter la transmission transfrontalière sur le continent", a-t-elle dit. En octobre dernier, les 55 pays membres du bloc panafricain ont officiellement lancé Trusted Travel lors d'une réunion conjointe des ministres de la Santé, des Transports et de l'Information du bloc.

La plateforme fournit des informations sur les conditions de voyage dans les points de départ et d'arrivée et donne accès à une liste de laboratoires agréés par le gouvernement pour les tests de dépistage dans les pays africains. Elle permet aux voyageurs de télécharger en ligne les résultats de leurs tests pour une vérification facile par les responsables de la santé et des voyages et constitue une aide à la détection des faux certificats.

Selon l'UA, cette initiative contribuera à établir la confiance dans les résultats des tests parmi les autorités gouvernementales, les compagnies aériennes, les opérateurs de services de transport et les autres parties prenantes du secteur des transports sur le continent.

A.Z

Virus/Uruguay

Accord pour les vaccins des laboratoires Pfizer et Sinovac

Le président de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou, a annoncé vendredi sur Twitter que son pays avait conclu un accord avec les laboratoires américain Pfizer et chinois Sinovac pour la distribution de vaccins contre le coronavirus. Il a également précisé que son pays négociait avec d'autres laboratoires pour acquérir davantage de doses. Le président uruguayen n'a toutefois pas donné de détails sur le nombre de doses qui seront disponibles ni sur le calendrier de leur distribution, indiquant que davantage d'informations seraient données "dans les heures à venir". L'Uruguay est l'un des pays latino-américains les plus en retard en ce qui concerne le lancement des campagnes de vaccination contre l'épidémie de coronavirus, qui a connu une nette recrudescence depuis novembre dans le petit pays sud-américain. Quelque 1.186 nouveaux cas de contamination ont été enregistrés vendredi, selon les autorités sanitaires, le second chiffre le plus élevé en 24 heures depuis le début de l'épidémie, et 17 morts, un record en une seule journée. Au total, ce pays de 3,5 millions d'habitants compte 36.170 cas de contamination et 364 décès depuis le début de l'épidémie.

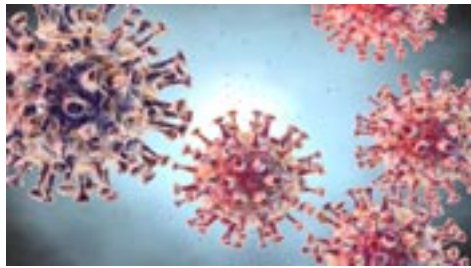
U.O

Covid-19 en Tunisie

2.389 nouvelles contaminations, et 103 décès en 24 heures

Le gouvernement norvégien a des mesures de semi-confinement, les plus strictes depuis le début de l'épidémie, à Oslo et dans sa région après la détection de cas du variant anglais dans une localité proche de la capitale. Boutiques et centres commerciaux fermés hors commerces essentiels, déplacements et repas entre amis déconseillés, possibilité donnée aux municipalités de fermer les écoles, enseignement numérique pour les lycées font partie des restrictions annoncées à partir de samedi pour Oslo et neuf communes de son agglomération. "Nous mettons en place les mesures les plus strictes depuis mars dernier dans dix communes. Dans certains domaines, nous allons même encore plus loin qu'en mars", a constaté le ministre de la Santé, Bent Høie, lors d'une conférence de presse, reconnaissant qu'elles entraîneraient "un quotidien difficile pour beaucoup". Tous les événements publics, à l'intérieur et à l'extérieur, seront annulés en dehors des enterrements. Les restaurants seront cantonnés à la vente à emporter. Ces mesures, en vigueur au moins jusqu'au 31 janvier, font suite à la détection de cas du variant anglais du coronavirus, plus contagieux, dans une maison de retraite de la commune de Nordre Follo, à 30 km d'Oslo.

(COVID-19) Afrique Plus de 3,3 millions de cas d'infection et près de 83.000 décès



L'Afrique dénombrait vendredi 3.368.330 cas d'infection au nouveau coronavirus, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), qui a ajouté qu'on avait recensé à ce jour 82.594 décès dus au COVID-19 et 2.824.960 guérisons. Les pays africains les plus touchés en terme de nombre de cas d'infection comprennent l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et l'Ethiopie, a déclaré l'agence de santé de la Commission de l'Union africaine. L'Afrique du Sud a signalé 39.501 décès liés au COVID-19 en date de vendredi, le bilan le plus élevé du continent, a poursuivi le CDC Afrique. John Nkengasong, le directeur de cette agence, a indiqué vendredi que le continent se trouvait "à une phase critique de la pandémie". "Alors que les économies rouvrent et que les voyages reprennent, nous devons faire attention à la prévention de la transmission, des décès et des dommages en ouvrant avec précaution nos frontières", a-t-il souligné dans un communiqué.

T.Y

Covid-19

L'UA salue le Kenya pour son outil de gestion des voyages à l'ère du coronavirus

La Commission de l'Union africaine a félicité vendredi le Kenya pour avoir mis en place la plateforme Trusted Travel qu'elle a conçue, devenant le premier pays à adopter ce système de gestion des voyages pendant la pandémie de nouveau coronavirus. "Alors que nos économies, nos écoles et nos frontières rouvrent, l'Afrique a besoin d'une approche harmonisée pour réduire le risque de transmission" du virus, a salué vendredi la commissaire aux Affaires sociales de l'UA, Amira Elfadil, dans un communiqué. "C'est pourquoi nous avons lancé le portail de confiance Covid-19, un outil numérique innovant qui aide les Etats membres à télécharger et à vérifier les résultats des tests et à harmoniser les conditions d'entrée et de sortie afin d'éviter la transmission transfrontalière sur le continent", a-t-elle dit. En octobre dernier, les 55 pays membres du bloc panafricain ont officiellement lancé Trusted Travel lors d'une réunion conjointe des ministres de la Santé, des Transports et de l'Information du bloc. La plateforme fournit des informations sur les conditions de voyage dans les points de départ et d'arrivée et donne accès à une liste de laboratoires agréés par le gouvernement pour les tests de dépistage dans les pays africains. Elle permet aux voyageurs de télécharger en ligne les résultats de leurs tests pour une vérification facile par les responsables de la santé et des voyages et constitue une aide à la détection des faux certificats. Selon l'UA, cette initiative contribuera à établir la confiance dans les résultats des tests parmi les autorités gouvernementales, les compagnies aériennes, les opérateurs de services de transport et les autres parties prenantes du secteur des transports sur le continent.

A.T

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde
Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 021737778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

QUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

Foot/Tournoi de l'UNAF (U17)

L'Algérie accrochée par la Tunisie (1-1) mais se qualifie pour la CAN-2021

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a validé son billet pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, grâce au match nul décroché dimanche face à la Tunisie 1 à 1 (mi-temps : 0-0), au stade du 5-Juillet d'Alger, dans le cadre de la 3e et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF). Avec un seul changement apporté par le coach national Mohamed Lacete, par rapport au premier match face à la Libye (3-2), avec l'incorporation de l'ailier Yanis Beghdadi (Stade de Reims/France) à la place de Zaimache Rafik Moataz (Paradou AC), l'équipe nationale a affiché d'emblée ses intentions offensives en pressant l'adversaire dans son camp. La première occasion de la partie a été algérienne. Le sociétaire de Lyon (France), Lagha Yanis, en pleine surface de réparation, a raté de peu le cadre (14e). Les coéquipiers du capitaine Malek Mohamed ont reculé d'un cran par la suite, laissant l'initiative aux "Aiglons", mais sans pour autant constituer un danger sur le portier algérien de l'USM Alger, Hamza Boualam. Très solide, la défense algérienne, menée par Anis Ouchauouche, a été impériale face aux assauts des Tunisiens, en manque d'inspiration. Il a fallu atten-

dre la 44e minute pour assister à la première occasion côté tunisien. Raki Aoueni a vu son tir passer juste à côté du poteau gauche. En seconde période, aucune occasion franche n'a été enregistrée de part et d'autre durant le premier quart d'heure. Alors que la Tunisie voulait surprendre la défense algérienne, c'est plutôt l'Algérie qui a trouvé la faille grâce à Zuliani Edhy Yvan (70e), en profitant d'une mauvaise passe d'un défenseur tunisien à son gardien. Courant derrière le score, la Tunisie est parvenue à remettre les pendules à l'heure à la 90e minute de jeu par l'entremise de Youssef Snana. Face au pressing haut de la Tunisie lors des derniers instants de la partie, la défense algérienne a tenu bon jusqu'au coup de siflet final de l'arbitre égyptien Mohamed Amine Omar. Pour rappel, le tournoi de l'UNAF s'est déroulé sous forme de mini-championnat avec la participation de trois sélections : Algérie, Tunisie et Libye. Seul le premier s'est qualifié pour la prochaine CAN-2021. La dernière participation de l'Algérie à la CAN des U17 remonte à 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1).

AK.M

Comité international paralympique
Ouverture des candidatures pour le Conseil des athlètes

Le Comité international paralympique (IPC) a annoncé sur son site, l'ouverture du processus de nomination pour le Conseil des athlètes, avant une élection qui aura lieu aux Jeux paralympiques de Tokyo-2020. "Les candidatures sont acceptées jusqu'au vendredi 2 avril 2021 et les candidats doivent être nommés via leurs Comités nationaux paralympiques (CNP) respectifs", a indiqué l'IPC. Le Conseil des athlètes de l'IPC est un groupe composé de 12 paralympiens actuels et retraités, et d'un représentant de la commission des athlètes du Comité international olympique (CIO). Ils sont la voix des athlètes paralympiques actuels, futurs et retraités au sein du Mouvement paralympique, avec l'objectif de les soutenir sur et en dehors des terrains. Le mandat des six re-

présentants des athlètes d'été au sein du Conseil des athlètes de l'IPC (élus lors des Jeux Paralympiques de Rio 2016) prendra fin lors de l'édition de Tokyo-2020, reportée à l'été prochain à cause du coronavirus. Selon la présidente sortante du Conseil des athlètes de l'IPC, Chelsey Gotell, "le conseil a enregistré des progrès au cours des cinq dernières années pour accroître sa présence et sa voix au sein de l'IPC et du Mouvement paralympique". Pour sa part, le président de l'IPC, le Brésilien Andrew Parsons, a assuré que les soucis des athlètes doivent être au centre des préoccupations de l'IPC. "Leur voix doit être au coeur des discussions et des décisions qui sont prises pour l'avenir du Mouvement paralympique et de nos athlètes"

A.Z

Foot - Bundesliga

Limogeage de l'entraîneur Labbadia du Hertha Berlin

L'entraîneur Bruno Labbadia du Hertha Berlin et le directeur sportif Michael Preetz, ont été limogés au lendemain d'une défaite 4-1 à domicile contre Brême en championnat, a annoncé dimanche le club de Bundesliga. Le Hertha, qui nourrit l'ambition de devenir un grand club, n'a pris qu'un point sur ses quatre derniers matches, contre des équipes de bas de tableau, et pointe en 14e position avec 17 points, soit deux de plus seulement que Cologne, le 16e et potentiel baragiste. Bruno Labbadia, ancien international allemand aujourd'hui âgé de 54 ans, était en poste depuis avril 2020. Il avait repris l'équipe après l'interruption du championnat pour cause de pandémie, et l'avait sauvée de la relégation. Le club affirme être en contact avec son ancien coach hongrois, Pal Dardai (2015-2019), pour prendre la suite. Preetz, également

évincé, était au club depuis 25 ans, comme joueur, puis dirigeant et finalement directeur sportif. Sous le slogan "A big city club", l'investisseur Lars Windhorst rêve de faire de son club un ténor du football allemand. Mais la saison dernière a tourné au cauchemar : alors qu'il avait recruté l'ancienne gloire Jürgen Klinsmann comme entraîneur, ce dernier a claqué la porte après 76 jours seulement, estimant qu'il n'avait pas assez de pouvoir pour gérer son équipe. Deux entraîneurs, Alexander Nouri et Labbadia, se sont ensuite succédé pour éviter de justesse une descente en deuxième division. Cette saison, les couleurs de Berlin sont portées haut par l'autre club de la capitale, l'Union, qui est toujours dans le peloton de tête, en huitième position mais à quatre longueurs seulement du podium.

Z.E

Mots codés

	C					A			I					C		A
	I			R			A		I		A			I		I
	R						R		A				I		A	I
	R	A					I	R				R		A		
									A		I		R			
				A				A			I					R
									I				I			
	A			I					A				A			I
							R	I								
		I	C				I				R	I	C		A	C
							R					A		R		R

Mots mélangés

ABRIBUS ALPAGE
ASPERGER ATTRAPE
BORDURE BRUMEUX
BUEE CLIMAT
DEBARRAS DEROUTE
FOLATRE FORTICHE
GIGOTER GRATTE
GRENADINE
JOBARD LARMOYANT
LASER LEURRE
MILLIARD NOTARIAT
OMBLE PARADE
PARTERRE PERMIS
PHRYGIEN PYGMEE
QUADRILLE
REPARABLE ROUBLARD
SABORD

E	D	Q	L	J	B	E	S	R	X	D	E	N	L	S	E
H	R	D	U	A	O	E	L	U	E	L	O	N	A	A	N
C	A	R	E	A	R	B	E	B	B	T	E	B	S	S	I
I	L	A	E	T	D	M	A	M	A	I	O	U	E	P	D
T	B	I	A	T	U	R	O	R	G	R	R	G	R	E	A
R	U	L	M	R	R	O	I	Y	D	Y	A	B	I	R	N
O	O	L	B	A	E	A	R	L	A	P	P	P	A	G	E
F	R	I	S	P	T	H	P	E	L	N	B	U	E	E	R
S	I	M	R	E	P	A	R	A	D	E	T	T	A	R	G

Sudoku

	9			7	8			
			9			1		6
	7		5	6	1	2		8
2		9	3				6	4
4		7				5		1
5	3				6	9		7
1		3	7	2	5		4	
7		5			9			
			4	1			8	

Solution sudoku

5	8	7	3	1	4	9	2	6
2	1	3	6	8	9	5	4	7
6	4	9	5	2	7	3	8	1
7	2	6	9	4	1	8	3	5
1	3	5	2	6	8	7	9	4
4	9	8	7	5	3	6	1	2
8	6	2	1	9	5	4	7	3
9	7	1	4	3	6	2	5	8
3	5	4	8	7	2	1	6	9

Mots croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

HORIZONTALEMENT :

1. Paresser au soleil. 2. Frappe durement celui à qui il est jeté. 3. Pas n'importe où. Menât à l'épuisement. 4. Matière de jean. Mot plein de caprice. 5. Erbium symbolisé. Canot très rapide. 6. Fouille du regard. 7. Guide des Soviets. 8. Marin des marais. Composition de plâtre. 9. Imagerie nucléaire. Jeu de pions chinois. 10. Glousser comme une poule. 11. Hausse des cours. Sont en possession. 12. Point gagnant. Un prince en exil.

VERTICALEMENT :

A. Pas jolies jolies ! Spécialité niçoise. B. Cerné de toutes parts. Il ne suit pas la flèche. C. Sans un poil blanc. Ou c'est sacré ou sans valeur... D. Abréviation de l'astate. Passage franco-espagnol. Ce peut être une impasse. E. Douleur chronique. F. On les jette par jeu. Un petit morceau d'euro. Il monte en cas de scène. G. Coule de source. Prénom masculin. H. Temps après l'heure dite. Citadelle corse

Mots fléchés

RAPPEL	DES MILLIARDS DE KILOMÈTRES	ELLE FUT COUVERTE D'OR	PATRIE DE MAURICE LEBLANC	DE L'HELLADE	IL MENA UNE DOUBLE VIE
QUI A TOUT DU RAISIN	DÉSUÈTE	CE N'EST PAS DE LA VEINE	CIRCULE À PARIS	BOUTS D'ÉPI	
		OPPORTUNITÉ			
DISSIMULE L'IDENTITÉ	SONS DE CLOCHE				
OCCUPÉ INDUMENT	ELLE EST ATTACHANTE				
				DÉBUT DE COLLECTION	
				CHASSE L'ENNUI	
PIQUANT ET SUR			POSSESSIF		RECUEIL ISLANDAIS
BELLE DE GALICE			APPELA À COMPARAÎTRE		
		DANS CERTAINS ARBRES			ÉCOLE DE HAUT NIVEAU
		CHEF DE TRAIN			
INCAPACITÉ					
ON Y EST BIEN				UNE IDÉE DE WILSON QUI FIT UN FLOP	
PARTIES POUR LA VIE		FOURNISSEURS DE TUILES			

de l'administration

www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

MILA:

PLUS DE 50 CENTRES RÉSERVÉS POUR LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Plus de 50 centres de vaccination contre la Covid-19 ont été réservés dans la wilaya de Mila en prévision du lancement de la campagne de vaccination des catégories concernées, a-t-on appris dimanche du responsable de la communication en charge de l'organisation de l'opération de vaccination contre l'épidémie, Dr Abderrahmane Ayadi. Le même responsable a affirmé, à l'APS, que ces centres sont répartis à travers 35 polycliniques, 6 établissements de santé de proximité, 4 établissements publics hospitaliers et 4 services de médecine du travail, en plus de l'affectation de 5 centres de vaccination itinérants au profit des habitants des zones d'ombre de Mila. Selon le Dr Ayadi, chaque centre de vaccination dispose d'un médecin, deux infirmiers, en plus d'un agent administratif qui assure l'organisation de l'opération de vaccination à son niveau. La même source a fait savoir, en outre, qu'un centre de stockage du vaccin a aussi été aménagé avec l'équipement nécessaire pour garantir les conditions de conservation des doses de vaccin, en plus de l'équipement d'un centre de stockage "alternatif" en cas de nécessité impérieuse. S'ajoutant de la formation des personnes chargées de la vaccination, ce praticien a déclaré que les équipes en charge de cette opération sont formées, à partir de jeudi dernier, par le biais de visioconférences par une équipe spécialisée du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en attendant d'autres sessions de formation. Selon Dr Ayadi, la wilaya de Mila est "prête" en matière de capacités matérielles et humaines qui restent sujettes au renouvellement en fonction des besoins afin d'"organiser la campagne de vaccination selon le programme établi par la table qui ciblera dans une première étape les personnels du secteur public et privé de la santé, les personnes âgées de plus de 65 ans et les personnes atteintes de maladies chroniques âgées de plus de 18 ans". La même source a ajouté, par ailleurs, que les personnes concernées par la vaccination devraient "éviter de prêter attention aux rumeurs et adhérer à la campagne de vaccination" car celle-ci sera effectuée, dit-il, sous la supervision de spécialistes avec pour objectif de limiter la propagation de l'épidémie. Dr Ayadi a également assuré qu'après son lancement, le programme de vaccination contre le coronavirus n'affectera pas le travail des structures de santé de la wilaya notamment en ce qui concerne le programme de vaccination des enfants.

RADIO NATIONALE: INSTALLATION DE MADJID FERHATI NOUVEAU DIRECTEUR DE LA CHAÎNE 2

Le directeur général de la Radio algérienne, Mohamed Baghali a procédé à l'installation de Madjid Ferhati en tant que nouveau directeur de la Chaîne 2, en remplacement de Mohamed Mensachi, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution. Le nouveau directeur de la Chaîne 2 est diplômé de l'Institut des sciences de l'information et de la communication. Il avait occupé le poste de directeur de l'information à la même chaîne pendant huit ans. Pour rappel, M. Baghali avait été installé dernièrement nouveau directeur général de la Radio algérienne en remplacement de Djamel Senhadri.

M. BOUKADOUM REÇOIT LE NOUVEL AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI EN ALGÉRIE

Le ministre des Affaires étrangères, Sahri Boukadoum, a reçu dimanche à Alger, Mme Sharon Wardle, qui lui a remis les Copies signées des Lettres de Créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE :

LEKNAOUI NOUVEL ENTRAÎNEUR DE L'ASO CHLEF

Nadir Leknaoui est devenu le nouvel entraîneur de l'ASO Chlef, en remplacement de Fadil Moussi, a appris l'APS dimanche auprès du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Leknaoui, qui s'est engagé pour un contrat renouvelable jusqu'à la fin de la saison, avait débuté la saison sur le banc du NA Hussein-Dey, avant de jeter l'éponge il y a trois semaines, en raison des mauvais résultats enregistrés par le club algérien. Fadil Moussi ne va pas quitter la formation chlefienne, puisqu'il a été maintenu par la direction pour occuper le poste d'entraîneur adjoint, précise la même source. L'ASO Chlef, reste sur une défaite concédée vendredi dernier en déplacement dans le derby de l'Ouest face au MC Oran (1-0). Au terme de la 9e journée, le club chlefien pointe à la 10e place au classement avec 13 points, à trois longueurs du podium. Lors de la 10e journée, prévue mardi, les coéquipiers du buteur maison, Kaddour Beldjiali (3 réalisations) accueilleront le Paradou AC (15h00).

MICRO-ENTREPRISES

les Services représentent près de 30% des projets



Prés de 30% des entreprises créées dans le cadre du dispositif ANSEJ, désormais dénommée l'ANADE (Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat), opèrent dans les Services, révèle une étude réalisée par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises. Selon ce document, dont l'APS a obtenu une copie, 28% des 386 280 projets financés par cet organisme depuis le lancement du dispositif, en 1997, et jusqu'au 31 mars 2020, sont des entreprises de services. Le secteur de l'agriculture et du transport de marchandises viennent à la seconde place des domaines les plus sollicités par les créateurs d'entreprises via ce dispositif, avec un taux de 15%, chacun, suivis par les artisans qui représentent 11% des entrepreneurs. Le secteur du BTP arrive en 4e position avec 9%, talonné par l'industrie qui totalise 7%, alors que le transport des voyageurs s'est adjugé 5% des projets ANADE. Trois domaines, en l'occurrence la maintenance, le transport réfrigéré et les activités libérales, ont intéressé 3% (pour chacun d'eux) des investisseurs, assez loin devant la pêche avec 0,3% ou encore l'irrigation avec 0,1%. L'étude de la table est

penchée, notamment, sur la répartition géographique des projets accompagnés par l'ex-Ansej et qui montre que 68% de l'ensemble des projets ayant bénéficié du financement de cette agence sont localisés au nord de l'Algérie, ce qui représente 261 826 entreprises. Les entrepreneurs de la région des Hauts plateaux sont au nombre de 86 618, soit 22% des entreprises créées grâce au dispositif ANADE, alors que les agences du sud du pays ont financé 37 436 projets équivalents à 10% de la totalité du programme réalisé par l'agence. Autre chiffre concernant, cette fois-ci, le mode de financement et qui indique que 96% des entrepreneurs ont opté pour un financement triangulaire (apport personnel-banques-ANADE) avec, au final, 371 528 entreprises lancées. Pour les 4% restantes, il s'agissait de financements mixtes (apport personnel-ANADE) dont ont bénéficié 14 752 projets. Un troisième mode de financement a été créé en octobre 2018, à savoir l'auto-financement et qui a permis à 101 entreprises d'entrer en activité. Pour ce qui est du seuil d'investissement des entreprises ANADE jusqu'au 30 juin 2020, le document du ministère détaille que 20%, soit le taux le plus élevé, des

PRIX MOHAMED DIB:

l'association "La Grande Maison" annonce l'ouverture des candidatures



L'association "La Grande Maison" de Tlemcen a annoncé l'ouverture des candidatures pour la 8ème édition du Prix littéraire Mohamed Dib (2021-2022), a indiqué un communiqué de l'association. La 8ème édition sera consacrée au meilleur roman ou au meilleur recueil de nouvelles dans chacune des trois catégories du Prix: Arabe, amazigh et français. L'œuvre doit contenir 100 pages au minimum et doit être publiée pour la première fois auprès d'une maison d'édition algérienne entre le 1er octobre 2020 et le 05 janvier 2022. Les œuvres et les dossiers de candidature doivent

CORONAVIRUS :
227 NOUVEAUX CAS, 190 GUÉRISONS ET 2 DÉCÈS CBS DERNIÈRES 24H
Deux cent vingt-sept (227) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 190 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 105.596 dont 227 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2693 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 71.945, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

entreprises ont reçu un financement entre 1 et 2 millions DA, alors que 24% des entrepreneurs ont demandé une aide variant entre 2 et 3 millions DA. Enfin, 13% des porteurs de projets ont obtenus entre 3 et 4 millions DA de financement de la part de l'ANADE. Loin derrière, avec 0,1% des entreprises, on retrouve les projets avec lesquels l'agence s'est investie à hauteur de 10 millions DA, alors que 4% d'entre elles ont reçu une enveloppe financière entre 9 et 10 millions DA et 2% ont demandées un apport entre 8 et 9 millions DA. Concernant les entreprises en difficulté, 77 520 dossiers ont été déposés au niveau du Fonds de garantie des risques de crédits pour rembourser les banques, d'un montant global de près de 116,5 milliards de DA. Le Fonds a régularisé 22 576 dossiers en remboursant près de 27,5 mds de DA, alors que 49 713 dossiers sont à l'étude représentant un montant de près de 82,5 mds de DA. Le document du ministère fait état du rejet de 3017 dossiers par ce Fonds, d'une enveloppe totale de 3,8 mds de DA. En outre, 2 214 entrepreneurs ont assuré le remboursement de leurs créances, avec un montant global de près de 2,8 mds de DA.

être envoyés avant le 7 janvier 2022 à l'adresse électronique et à l'adresse postale de l'association "La Grande Maison". Les conditions de participation restantes peuvent être consultées sur son site électronique. Ont été primés lors de la précédente édition, Abdelmounaïm Bensayeh en langue arabe, Mourad Zima (langue amazighe) et Mustapha Benfodil (langue française). Créé en 2001, le Prix littéraire Mohammed-Dib a pour objectif de motiver la créativité littéraire chez les jeunes dans les trois langues : arabe, amazighe et française.